

**L'INTEGRATION DE LA DIMENSION GENRE DANS LES OPERATIONS DES
ORGANISMES DE DEVELOPPEMENT:**

LE CAS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Joëlle Murara

#4984565

Mémoire soumis à l'École Supérieure en Affaires Publiques et Internationales en vue de
l'obtention du grade

Maitrise es Arts
Affaires Publiques et Internationales

UNIVERSITE D'OTTAWA
FACULTE DES SCIENCES SOCIALES

JUIN 2013

Superviseure: Isabelle Engeli

© Joëlle Murara.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
BAD	Banque Africaine de Développement (La Banque)
CEDAW	Convention on the Elimination of All forms of Discrimination against Women
DFID	Department of International Development
GAD	Gender and Development
OITC	Infrastructure, Transport and Communication Department
ONEC	Energy, Environment and Climate Change Department
OSAN	Agriculture and Agro Industry Department
OSHD	Human development Department
OWAS	Water and Sanitation Department
PAIG	Plan d'Action d'Intégration du Genre
WAD	Women and Development
WID	Women in Development

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	4
Chapitre 1 : Genre et GenderMainstreaming - Une perspective théorique et historique.....	11
1.1 Courants féministes et concept d'égalité	11
1.2 « Women in Development » (WID)	13
1.3 Women and Développement (WAD)	16
1.4 Gender and Development (GAD)	17
1.5 Développement et Gendermainstreaming.....	20
1.6 Application et principales limites de la stratégie du gendermainstreaming	22
Chapitre 2 : La Banque Africaine de Développement (BAD) et sa stratégie de <i>gender mainstreaming</i>	26
2.1 La BAD : Mission et Historique	26
2.2 LA BAD et sa politique d'intégration du genre.....	27
2.3 Évaluation des projets : Critère de sensibilité au genre	30
Chapitre 3 : Evaluation de l'application du <i>gender mainstreaming</i> par secteur de la BAD.....	33
3.1 Évaluation générale.....	34
Agriculture	36
Développement Humain	38
Énergie	42
Transport.....	43
Eau et Assainissement	45
Résultats atteints par secteur.....	46
3.3 Gestionnaires de projets et gender mainstreaming : Perceptions du personnel de la BAD....	49
3.4 Exemple de Meilleure Pratique (OWAS)	51
Chapitre 4 : Recommandations.....	54
Conclusion	58

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Depuis le milieu des années 1990, les politiques axées sur l'intégration de la dimension genre ont fait l'objet d'un intérêt toujours grandissant au sein des organismes bilatéraux et multilatéraux. Ce mémoire vise à faire une évaluation critique du *gender mainstreaming* lors de la conception des projets menés par la Banque Africaine de Développement, première banque multilatérale de développement en Afrique, créée en 1964. Notre méthodologie de travail se base sur une analyse sectorielle pour évaluer la sensibilité au genre de chaque secteur de la Banque Africaine de Développement. Nous tenterons de démontrer qu'en matière de développement de projets accordant une place de choix à l'intégration de la dimension genre, la BAD se doit encore d'accomplir beaucoup afin d'atteindre des résultats meilleurs et durables en lien à l'égalité du Genre. Il ressort en effet que même pour les secteurs qui s'en sortent le mieux, tels que le département du développement humain et celui de l'eau et assainissement, les projets menés ne s'inscrivent pas encore dans une analyse du genre suffisamment détaillée. Beaucoup reste encore à faire pour pallier aux inégalités entre hommes et femmes, et l'implémentation de projets tenant compte d'une réelle reconnaissance des différences basées sur le sexe laisse encore à désirer. A cela, ce travail de recherche contribuera à apporter des propositions. Il s'agirait entre autres d'améliorer les indicateurs de genre et développer de nouveaux indicateurs spécifiques pour chaque secteur d'activité. Pour ce faire, il faudrait notamment réaliser une analyse de genre pour chaque secteur, à savoir l'identification des principaux écarts entre les sexes en Afrique pour chacun des cinq secteurs opérationnels.

INTRODUCTION

L'égalité entre les sexes est aujourd'hui perçue comme un droit humain et un objectif de développement activement promu par les organisations internationales. De nombreux accords internationaux donnent à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes une place clé dans l'atteinte des objectifs liés au développement. Depuis la quatrième conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995, la grande majorité des donateurs bilatéraux et multilatéraux ont mis en place des politiques et stratégies afin de promouvoir l'égalité de genre dans toutes les phases des projets d'aide aux pays partenaires, allant de la conception jusqu'à l'implémentation et l'évaluation.

A la fin des années 1990, la promotion de l'égalité de genre sur le plan international a pris une ampleur supérieure. En 2005, les pays donateurs et bénéficiaires ont signé la Déclaration de Paris, une feuille de route « pour l'amélioration de la qualité de l'aide et son impact sur le développement.¹ La Déclaration de Paris définit un cadre et des principes de bonnes pratiques à respecter pour faire de l'égalité hommes-femmes un axe de développement prioritaire. Elle offre des perspectives concrètes pour garantir que les initiatives en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes qui est l'un des objectifs du Millénaire pour le Développement, bénéficient de l'accroissement de l'aide publique au développement. En effet, En l'an 2000, sous l'égide des Nations Unies, tous les pays du monde et grandes institutions mondiales du développement ont approuvé un plan nommé les «objectifs du Millénaire pour le développement»². Ce plan, qui s'articule autour de 8 objectifs clé, a pour objectif de répondre aux besoins des plus démunis dans le Monde, en poussant les pays membres de l'ONU à adopter

¹ Le Forum de Haut Niveau d'Accra (2008) : La Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide [en ligne] <http://www.ppdafira.org/docs/accraf.pdf> (page consultée le 17 avril 2013)

² Nations Unies : Portail du système de l'ONU sur les objectifs du Millénaire pour le développement, *Où en sommes-nous?* [en ligne] <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/> (page consultée le 13 mai 2013)

de nouvelles résolutions en lien avec ces objectifs d'ici 2015. L'un de ces objectifs est la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes afin d'éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire. En redéfinissant la relation entre pays donateurs et bénéficiaires, la Déclaration de Paris est à ce jour l'engagement le plus fort sur l'aide au développement car elle permet aux pays bénéficiaires de s'approprier davantage le processus de développement.

Le renforcement et la diversification des engagements internationaux en faveur de l'égalité de genre ont résulté en une plus grande intégration de la dimension de genre dans l'analyse du développement et les dialogues entre les organismes de développement et les pays partenaires pour la définition des priorités de développement. La promotion de l'égalité des sexes n'est plus aujourd'hui une revendication portée uniquement par des féministes ou lors de conférences mondiales dédiées aux femmes. Au cours du temps, les engagements internationaux en faveur des femmes se sont en effet diversifiés.⁴

Pour mieux comprendre ce qu'est le *gender mainstreaming* et développer une réflexion critique sur son impact dans les politiques de développement menés par les grands organismes internationaux, il est important de mettre en avant quelques définitions communes. Le courant de recherche « Genre et Développement » est vu comme un modèle significatif au sein des théories du développement international, visant à promouvoir la justice sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes. Comme l'explique Rathgeber⁵, ce courant met l'accent sur la relation entre les femmes et les processus de développement, plutôt que de s'attarder uniquement sur des

⁴ Nations Unies: Portail du Système de l'ONU sur les objectifs du Millénaire pour le développement, *Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes* [en ligne] <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/als/gender.shtml> (page consultée le 13 mai 2013)

⁵Rathgeber, E (1990). WID, WAD, GAD: Trends in Research and Practice. *Journal of Developing Areas* 24(July).

stratégies pour l'intégration des femmes dans le développement. Le courant « Genre et Développement » part du principe que les femmes ont toujours été d'importantes actrices de l'économie au sein des sociétés, et que le travail qu'elles effectuent à l'intérieur et en dehors du ménage, est essentiel au maintien de ces sociétés. Ce courant revendique ainsi qu'il est important d'aller au-delà d'une intégration pure et simple des femmes dans le développement, cette recherche d'intégration servant avant tout à perpétuer des structures inégalitaires car ne remettant pas en question les causes profondes de l'inégalité dans ces structures.

C'est lors de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes tenue à Pékin en 1995 que le *gender mainstreaming* s'est imposé comme un déterminant clé et stratégique pour aborder les inégalités de sexe dans tous les domaines d'activités. Selon une définition formelle du Conseil Économique et Social des Nations Unies, le *gender mainstreaming* est « le processus par lequel on évalue les impacts de toute action planifiée sur les femmes et les hommes, incluant la législation, les politiques et programmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux. C'est une stratégie visant à faire des préoccupations et expériences des femmes et des hommes une dimension intégrale de la conception, l'implémentation, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes dans les sphères politique, économique et sociétale; afin que les femmes et les hommes en tirent des bénéfices égaux en évitant la perpétuation des inégalités. L'objectif ultime étant l'égalité de Genre. »⁶

Dans le cadre de ce mémoire, il nous était impossible de mener une évaluation extensive du *gender mainstreaming* dans les principaux organismes de développement, ceux-ci étant variés tant dans leur nombre que dans la nature des activités qu'ils couvrent. Nous avons donc choisi de nous pencher sur un cas d'étude spécifique : La Banque Africaine de Développement (BAD).

⁶United Nations (1997) Report of The Economic and Social Council for 1997 (September), traduction libre

Quelle évaluation pouvons-nous faire du *gender mainstreaming* au niveau de la conception des projets menés par la Banque Africaine de Développement (BAD)? Telle est la problématique à laquelle notre travail tentera d'apporter une réponse.

Le présent mémoire vise à faire une évaluation critique du *gender mainstreaming* lors de la conception des projets menés par la BAD, première banque multilatérale de développement en Afrique, créée en 1964. Celle-ci a pour première prérogative de « faire reculer la pauvreté dans ses pays membres régionaux en contribuant à leur développement économique durable et à leur progrès social. »⁷ En sa qualité de principale agence de développement auprès des pays africains, la BAD joue donc un rôle important dans la promotion de l'égalité des sexes sur le continent africain, et jouit d'un immense pouvoir en matière de pression sur ses pays membres pour adopter des mesures allant dans ce sens.

Nous tenterons de démontrer qu'en matière de développement de projets accordant une place de choix à l'intégration de la dimension genre, la BAD se doit encore d'accomplir beaucoup afin d'atteindre des résultats meilleurs et durables en lien à l'égalité du Genre. Il ressort en effet que même pour les secteurs qui s'en sortent le mieux, tels que le département du développement humain et celui de l'eau et assainissement, les projets menés ne s'inscrivent pas encore dans une analyse du genre bien détaillée. Les résultats montrent également que l'approche générale menée par les départements opérationnels de la BAD en matière d'égalité du genre se réduit largement à énoncer des données désagrégées par sexe et à concevoir des activités destinées aux femmes dans chaque projets sans remettre en question les problèmes posés par le déséquilibre des pouvoirs entre hommes et femmes. Par ailleurs, l'intégration systématique des enjeux liés au

⁷Groupe de la Banque Africaine de Développement. Mission et Objectif [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/about-us/mission-objective/> (page consultée le 20 avril 2013)

genre, tout au long du cycle des projets, laisse encore à désirer. Enfin, il est à noter que la BAD n'aborde pas dans ces projets l'aspect pourtant essentiel des relations inégalitaires de pouvoir. Il est important de développer des stratégies permettant un meilleur accès des femmes aux ressources et aux instances de décision.

Ainsi, beaucoup reste encore à faire pour pallier aux inégalités entre hommes et femmes, et l'implémentation de projets tenant compte d'une réelle reconnaissance des différences basées sur le sexe laisse encore à désirer. A cela, ce travail de recherche contribuera à apporter des propositions. Parmi celles-ci, on note dans un premier temps que tous les rapports de conception des projets devraient s'assurer de faire de l'analyse du genre une condition *sine qua non* à toutes les notes de conception de projets. Ceci passe notamment par une identification claire des enjeux entourant les inégalités de genre dans tous les pays, et ce pour chaque secteur. La BAD se doit également d'arriver à une clarification conceptuelle de l'égalité de genre. Il s'agirait entre autres d'améliorer les indicateurs de genre et développer de nouveaux indicateurs spécifiques pour chaque secteur d'activité. Enfin, au niveau institutionnel, il faudrait s'assurer d'allouer davantage de ressources pour un *gender mainstreaming* plus poussé dans tous les projets des départements sectoriels de la Banque.

Le premier chapitre de notre travail consiste à établir une base théorique et historique du *gender mainstreaming* à travers le temps et au niveau international. Ce chapitre sera également l'occasion de souligner les principaux problèmes mis en avant par la littérature couvrant la question. Le **deuxième chapitre** présente notre cas d'étude, la BAD, en relatant brièvement son historique et sa mission. Dans cette partie, nous passons en revue les principales

composantes du « Plan d'Action d'Intégration du Genre»⁸ (PAIG), qui guide la stratégie de *gender mainstreaming* au sein des différents départements sectoriels de la Banque. **Le troisième chapitre** consiste en une analyse détaillée du *gender mainstreaming* dans les cinq départements sectoriels de la BAD. La première sous-partie présente une comparaison intégrée plus générale des cinq secteurs. Puis, la seconde sous-partie couvre le département de l'Agriculture (OSAN), puis la même analyse s'effectuera respectivement pour les départements du Développement Humain (OSHD); reparti en trois divisions, la santé, l'éducation et la protection sociale; puis celui de l'eau et assainissement (OWAS), de l'énergie (ONEC) et enfin le département des infrastructures, transport et communication (OITC). Ce même chapitre présente un exemple de meilleures pratiques qui est un projet réalisé par le département de l'eau et assainissement. Enfin, **le quatrième et dernier chapitre** de notre travail présentera une série de recommandations qui pourraient permettre à la BAD d'implémenter de manière plus efficace le *gender mainstreaming* au sein de ses cinq départements sectoriels.

⁸ African Development Bank, Gender Equality and Women's Empowerment: an Updated Gender Plan of Action (UGPOA) 2009-2011

CHAPITRE 1 : GENRE ET GENDER MAINSTREAMING - UNE PERSPECTIVE THÉORIQUE ET HISTORIQUE

Ce chapitre couvre essentiellement une perspective théorique et historique du concept de *gender mainstreaming*. La première sous-section fera état du schisme existant entre les trois différentes vagues de féminisme qui se sont succédé au courant du XXème siècle. Nous verrons en effet que les trois courants n'abordent pas la question de l'égalité des sexes et les moyens de son implémentation de la même façon. Les sous-sections suivantes montreront l'évolution de la prise en compte de la question du genre par les grandes institutions de développement. Dès les années 1970, ces dernières ont en effet commencé à reconnaître que les femmes forment un aspect important du développement international et qu'il est nécessaire de les inclure dans la conception des projets en lien avec la croissance économique. Au cours de la même décennie, les engagements mondiaux en faveur de l'égalité des sexes se font de plus en plus nombreux. Nous verrons enfin que depuis les années 1990, les politiques axées sur l'intégration de la dimension genre ont fait l'objet d'intérêt et d'étude approfondis au sein des organismes bilatéraux et multilatéraux de développement. Force est de constater toutefois que les efforts consentis n'ont pas toujours porté des fruits.

1.1 Courants féministes et concept d'égalité

Pour de nombreux spécialistes du développement tels que Prügl et Lustgarten⁹, et comme nous le voyons plus en détail dans la partie qui suit, il n'est pas aisé d'arriver à un consensus autour d'une définition unique de ce que représente le *gender mainstreaming*. La manière d'implémenter l'égalité de genre suscite également un grand débat. En effet, on note une

⁹Prügl, E and A Lustgarten (2006). *Mainstreaming Gender in International Organisations. Women and Gender Equity in Development Theory and Practice: Institutions, Resources and Mobilisation*. Edited by J Jaquette and G Summerfield. Duke, Duke University Press

constante incapacité des décideurs à transformer les engagements en des mesures concrètes et appropriées qui puissent être porteuses d'un réel changement. Comme nous allons le voir, ceci est en partie dû au manque d'orientation cohérente, de ressources et mesures incitatives appropriées pour encourager l'utilisation des plans d'action axés sur le genre. Bien qu'ayant permis de changer la rhétorique mondiale portant sur les droits des femmes, force est de constater que le *gender mainstreaming* n'est pas encore implémenté de manière effective et considérable. Selon Prügl et Lustgarten, les meilleurs instruments à adopter pour son implémentation portent encore davantage à débat.¹⁰

Ces débats peuvent s'expliquer entre autres par le schisme qui s'observe dans les différents courants féministes, quant à leurs définitions de l'équité et du changement social. Selon Pateman¹¹, ce débat s'illustre notamment par ce qui est communément appelé le « dilemme de Wollstonecraft ». Ce dilemme interroge la définition même du principe d'égalité. Devrait-il être conçu en termes de parité ou de différence? L'atteinte de l'égalité repose-t-elle sur le « *de-gendering* » des contributions des hommes et des femmes, ou alors sur une réévaluation de leurs contributions? Autant de questions du débat féministe qui ont fait beaucoup de bruit sans pour autant trouver une issue satisfaisante. En effet, toutes les féministes ne partagent pas la même définition de ce que devrait être l'émancipation des femmes, et n'envisagent pas non plus l'idéal égalitaire de la même manière.¹² En effet, le premier courant féministe qui émergea au début des années 1900 revendiquait un traitement égalitaire pour les femmes en termes d'égalité avec les hommes en droits et en opportunités. Avec les années 1960 émerge la deuxième vague

¹⁰Prügl, E and A Lustgarten (2006). *Ibid.*

¹¹Pateman, C and E Grosz, Eds. (1986). *Feminist Challenges: Social and Political theory*. Sydney, Allen & Unwin, p.196-97

¹²Booth, C and C Bennett (2002). *Gender Mainstreaming in the European Union: Towards a New Conception and Practice of Equal Opportunities?* *The European Journal of Women's Studies* 9(4).

féministe. Cette dernière souligne la nécessité de prendre en compte les points de vue et perspectives des femmes dans la société. Ses revendications vont au-delà de la demande d'une simple égalité d'opportunités en faveur des femmes. La deuxième vague féministe se fait en effet le porte-étendard d'un mouvement qui demande un traitement spécial pour les femmes afin de réduire les désavantages qu'elles accusent dans toutes les sphères sociales parce-que ne répondant pas aux « normes » masculines. Enfin, la troisième vague féministe émerge dans les années 1990. Les féministes qui s'en revendiquent préfèrent ainsi ne pas parler de traitement égalitaire ou de la prise en compte des perspectives des femmes pour l'atteinte d'un changement social. Les féministes de la troisième vague souhaitent promouvoir une perspective de genre qui encourage la reconnaissance du rôle joué par la construction sociale des rôles et identités entre hommes et femmes.

1.2 Women in Development (WID)

L'ouvrage d'Ester Boserup de 1970¹³ constitue un véritable point tournant dans l'étude du rôle joué par les femmes dans le développement. Les années 1970 furent en effet synonymes d'un consensus autour de l'exclusion des femmes dans les domaines liés aux activités de développement. Avec le courant WID, les femmes sont perçues comme des ressources économiques négligées qui ont longtemps été ignorées ou catégorisées dans le secteur non productif, celles-ci étant largement reléguées à la sphère domestique.

C'est au cours des années 1970 que les grandes institutions de développement commencent à reconnaître que les femmes forment un aspect important du développement international et qu'il est nécessaire de les inclure dans la conception des projets en lien avec la

¹³Boserup, E (1970). Women's Role in Economic Development. London, Allen &Unwin.

croissance économique. Les activistes de la WID mettaient alors en avant le fait qu'une plus grande implication des femmes dans le processus de développement contribuerait ainsi à soutenir de manière effective le développement économique de leurs pays. Avec l'objectif affiché d'améliorer les conditions de vie des femmes, les grands donateurs bilatéraux et multilatéraux commencèrent alors à adopter le concept de la WID dans la conception de leurs projets d'intervention. Ceux-ci touchaient notamment les initiatives de microcrédit, telle que la Grameen Bank¹⁴ qui vit le jour au Bangladesh, sans oublier les initiatives touchant les secteurs de l'éducation et de la technologie. En mettant en lumière la négligence dont étaient victimes les femmes en matière de développement, le courant WID a ainsi réussi à faire le pont entre les notions de droits de femmes, d'égalité et de développement.

Au cours de la décennie 1970, le renforcement des engagements internationaux en matière de genre s'est marqué de prime abord par la première conférence mondiale sur le statut de la femme, tenue en 1975 à Mexico. Elle vient à point nommé pour rappeler à la communauté internationale que les discriminations subies par les femmes subsistaient encore dans le monde entier.¹⁵ Quatre ans plus tard en 1979, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) fut adoptée par l'Assemblée Générale de Nations-Unies.¹⁶ Elle est entrée en vigueur en 1981 après sa ratification par une vingtaine pays dans le monde. Aujourd'hui, une centaine de pays se sont engagées à implémenter ses clauses. Cette convention marquait ainsi l'aboutissement de plus de trente ans de travail menés par la Commission de la Condition féminine qui fut créée en 1946 par les Nations-Unies, afin de mettre

14Rahman, A (1999). Micro-Lending for Equitable and Sustainable Development: Who Pays? World Development 27(1).

¹⁵ Nations-Unies : Les quatre conférences mondiales sur les femmes 1975-1995, Perspective historique [en ligne] <http://www.un.org/french/womenwatch/followup/beijing5/session/fond.html> (page consultée le 12 mai 2013)

¹⁶Nations-Unies, Women Watch : Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes [en ligne]<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm> (article consulté le 12 mai 2013)

en lumière tous les domaines « dans lesquels les femmes se voient dénier l'égalité avec les hommes. »¹⁷ En accordant une place prépondérante au statut juridique des femmes, la CEDAW venait ainsi rappeler les discriminations généralisées auxquelles les femmes faisaient face dans le monde, dans les domaines de la vie politique et publique, l'éducation, l'emploi et la santé entre autres. Les pays signataires de la CEDAW s'engageaient ainsi à mettre en œuvre les principes énoncés de la Convention, « et adopter les mesures nécessaires à la suppression de cette discrimination sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. »¹⁸ En 1980, lors de la deuxième Conférence sur les Femmes à Copenhague, un programme d'action identifiant les divers facteurs de la divergence entre les droits légaux des femmes et leur capacité à les exercer, fut établi. Outre de revendiquer la fin incessante d'actions stéréotypées à l'encontre des femmes, le programme d'action de Copenhague préconisait « la mise en place de mesures nationales plus importantes pour garantir aux femmes la propriété et le contrôle foncier, de même qu'une amélioration des droits des femmes en matière de succession, de garde parentale et de perte de nationalité. »¹⁹

Avec les années 1980, le courant WID commença à accuser des critiques acerbes provenant d'autres féministes et autres courants du développement. Des recherches datant de la décennie 1980 montrent en effet que la position relative des femmes dans la société avait demeurée inchangée malgré les efforts pour les inclure davantage dans les efforts de développement.²⁰ Les opposants du courant WID lui reprochaient ainsi de ne pas remettre en question les prémisses même du problème et revendiquaient la remise en question de la nature

¹⁷Nations-Unies Women Watch, *op.cit.*

¹⁸Nations Unies, Women Watch, *op.cit.*

¹⁹Nations Unies, Women Watch, *op.cit.*

²⁰Rathgeber, E (1990). WID, WAD, GAD: Trends in Research and Practice. International Development Research Centre. Ottawa, p.491

même du système dans lequel les initiatives de développement opèrent, système dans lequel les femmes étaient bien souvent exploitées. Selon eux, un réel changement ne pouvait s'opérer sans tenter d'éliminer les barrières socioculturelles existantes en termes de genre. Pour ce qui est des projets menés par les donateurs qui mettaient un accent accru sur les femmes, ceux-ci se sont révélés pour la majeure partie inefficace. Sans soulager la charge de travail des femmes, les recherches montrent que les projets liés aux domaines de la production et de la technologie en rajoutaient aux autres responsabilités plus traditionnelles et domestiques des femmes.²¹

1.3 Women and Development (WAD)

Le courant WAD émergea dans les années 1980 pour pallier aux lacunes soulevées par le WID. La WAD fonde son point de départ au tour du fait que les femmes ont toujours été des actrices économiques à part entière de leurs sociétés, et que les différentes tâches qu'elles effectuent au sein et en dehors de leurs foyers contribuent au maintien de ces sociétés. Toutefois, le courant WAD souligne que l'intégration des femmes au sein de ces sociétés tend avant tout à maintenir les structures mondiales d'inégalité.²² Les tenants du courant WAD présupposent ainsi que des structures économiques internationales plus équitables amélioreraient la situation des femmes. Un tel schéma de pensée suppose ainsi que les programmes de développement devraient viser davantage à réduire la sous représentation des femmes dans les sphères économique et politique, au travers de projets conçus à cet effet.

²¹Razavi, S and C Miller (1995a). From WID to GAD: Conceptual Shifts in the Women and Development Discourse. UNRISD Occasional Paper No.1. New York, United Nations Publications.

²²Rathbeger, E (1990) *op.cit.* p.492

Une telle conception n'était pas sans attirer des critiques. Au tournant des années 1990, les porte-drapeaux de la théorie poststructuraliste tels qu'Andersen²³, Young²⁴ ou encore Ostergaard²⁵ entre autres, remettent en cause le fait que les courants WID et WAD mettent l'accent sur le rôle productif des femmes en faisant fi des rôles reproductifs de ces dernières et de leurs rôles au sein du ménage. En ignorant les tâches effectuées par les femmes au sein de la sphère domestique, tout en étiquetant ce dernier de secteur non productif, les courants WID et WAD mettent ainsi de côté les questions pourtant essentielles de la division sexuelle du travail. Tel que démontré par Young dans son ouvrage, « la nature même des relations au sein du ménage pourrait faire partie du problème posé par la surcharge de travail qu'éprouvent les femmes, ainsi que leur faible positionnement au sein de la société. Ces approches n'interrogent pas cette réalité pourtant cruciale. »²⁶ Razzavi et Miller vont plus loin en affirmant que les deux approches ne fondent pas une analyse suffisante de la subordination des femmes.²⁷

1.4 Gender and Development (GAD)

Les différentes critiques exprimées à l'encontre des approches WID puis WAD ont mené au développement du concept GAD, représentant ainsi une approche alternative pour les organismes de développement. Contrairement aux approches susmentionnées, le GAD ne cherche pas à mettre l'accent exclusivement sur les femmes, mais examine plutôt en profondeur les constructions sociales en rapport au genre, et l'assignement de rôles et responsabilités

²³ Andersen, C (1992). Practical Guidelines. Gender and Development: A Practical Guide. Edited by L Ostergaard. London, Routledge.

²⁴ Young, K (1993). Planning Development with Women: Making a World of Difference. London, Macmillan.

²⁵ Ostergaard, L (1992a). Gender. Gender and Development: A Practical Guide. Edited by L Ostergaard. London, Routledge.

²⁶ Razzavi, S et Miller, C (1995), *op.cit.* p.13, notre traduction

²⁷ *ibid*

spécifiques aux femmes comme aux hommes.²⁸ Ce nouveau concept cherche alors à mieux comprendre les dynamiques de pouvoir entre hommes et femmes dans différents contextes, et souligne que seule une meilleure compréhension des relations de pouvoir et de genre peut permettre une plus grande autonomisation des femmes et créer ainsi un changement économique et social positif et durable. C'est une réelle remise en question de la nature même des processus et moyens de développement que le GAD se propose ainsi à faire, puisque contrairement aux concepts WID et WAD, l'objectif affiché n'est plus une intégration des femmes dans le processus de développement. Le concept GAD met ainsi un point d'honneur à utiliser une analyse systématique du genre afin de rassembler et analyser des informations autour des rôles sociaux basés sur le genre afin de mieux les comprendre pour les déconstruire au travers d'interventions ciblées de développement.

Les critiques du GAD tendent à regretter que le concept genre soit devenu un synonyme de femmes, avec des projets de développement manquant souvent cruellement d'analyse de fond basée sur le genre, ou sans investissement aucun dans des mesures qui permettraient d'atténuer les inégalités de genre entre hommes et femmes.²⁹ Pour beaucoup au sein des organismes donateurs, le concept GAD était souvent perçu comme une approche jugée plus conflictuelle et menaçante que les approches WID et WAD, le premier remettant véritablement en question la nature même du développement prôné par ces mêmes organismes. En réponse à ces critiques, le concept de *gender mainstreaming* se voulait un agenda qui visait à encourager un plus grand

²⁸Rathberg, E. (1990), *op.cit.*, p.494

²⁹African Development Bank, Operations Evaluation Department (2012), *op.cit*, p.29

ralliement de ces organismes, ainsi que la mise en œuvre d'approches visant une égalité du genre allant au-delà de la question exclusive autour des femmes.³⁰

A la fin des années 1990, la promotion de l'égalité de genre sur le plan international a pris une ampleur supérieure. En 2005, les pays donateurs et bénéficiaires ont signé la Déclaration de Paris, une feuille de route « pour l'amélioration de la qualité de l'aide et son impact sur le développement ».³¹ Lors de ce forum international, des ministres provenant de nombreux pays ainsi que les principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux, ont fait le bilan des principales réalisations en matière de développement. Ceci leur a ensuite permis d'identifier des domaines clés sur lesquels il importait de réaliser des progrès plus importants.

En 2008 à Accra³², les ministres des pays développés et principaux bailleurs de fonds, ainsi que les dirigeants des grandes institutions bilatérales et multilatérales se sont engagés à accélérer et approfondir l'implémentation de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide. L'Agenda d'Accra pour l'Action fut ainsi l'occasion pour les pays développés et principaux bailleurs de fonds de s'engager à ce que les politiques et programmes de développement soient conçus et implémentés en tenant compte des engagements internationaux sur l'égalité du genre entre autres.

³⁰ ibid

³¹ Le Forum de Haut Niveau d'Accra (2008) : La Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide [en ligne] <http://www.ppdafrika.org/docs/accraf.pdf> (page consultée le 17 avril 2003)

³² Le Forum de Haut Niveau d'Accra (2008) : L'Agenda d'Action d'Accra sur l'Efficacité de l'Aide [en ligne] <http://www.ppdafrika.org/docs/accraf.pdf> (page consultée le 17 avril 2013)

1.5 Développement et Gender mainstreaming

Le concept de *gender mainstreaming* fut abordé pour la première fois lors de la Troisième Grande Conférence sur femmes qui fut tenue à Nairobi en 1985.³³ De nouvelles stratégies promouvant un réel progrès pour les femmes en appelaient à une participation effective des femmes dans le développement pour qu'elles soient mieux intégrées dans la formulation et l'implémentation de programmes et projets.³⁴ Au moment de la quatrième Conférence sur les femmes qui eut lieu à Pékin en 1995, le *gender mainstreaming* s'est imposé comme la stratégie clé pour aborder les enjeux d'inégalité du genre dans des domaines transversaux touchant notamment la santé, l'éducation, le développement économique ou encore la gouvernance.

Selon une définition formelle du Conseil Économique et Social des Nations-Unies, le *gender mainstreaming* est « le processus par lequel on évalue les impacts de toute action planifiée sur les femmes et les hommes, incluant la législation, les politiques et programmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux. C'est une stratégie visant à faire des préoccupations et expériences des femmes et des hommes, une dimension intégrale de la conception, l'implémentation, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes dans les sphères politique, économique et sociétale; afin que les femmes et les hommes en tirent des bénéfices égaux évitant la perpétuation des inégalités. L'objectif ultime étant l'égalité de Genre. »³⁵

Depuis la Conférence de Pékin, la majeure partie des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ainsi que bon nombre de gouvernements ont fait du *gender mainstreaming* un axe

³³Hafner, J and Brouwers, R (2003).Mainstreaming Gender in the European Union: Getting the Incentives Right. *Comparative European Politics*. Vol.7:114-138

³⁴Unites Nations (1995).The Nairobi Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women.In*World Conference to Review and Appraise the Achievements of the United Nations Decade for Women*. New-York. [en ligne] www.centers-law.nyu.edu/jeanmonnet/papers/00/000201-03.html (page consultée le 28 mai 2013)

³⁵United Nations (1997).*Op.cit.*

central du développement. Le Conseil Économique et Social des Nations-Unies a contribué à souligner les objectifs clé du processus d'intégration du Genre dans le système des Nations-Unies³⁶. Ces enjeux principaux sont au nombre de cinq:

- (1) Reconnaissance des différences basées sur le genre: Les enjeux évoqués dans tous les domaines d'activité doivent se baser sur une identification précise des différences basées sur le genre. En outre, il est important d'éviter l'hypothèse d'une neutralité au genre, à savoir que les hommes et les femmes ne sont pas affectés de la même manière par les résultats de politiques ou programmes.
- (2) Souci de Transparence: La responsabilité de traduire les engagements autour du *gender mainstreaming* en actions généralisées repose au plus haut niveau (senior leadership). Les objectifs fixés et les activités qui en découlent doivent faire l'objet d'un suivi régulier.
- (3) Institutionnalisation: Le *gender mainstreaming* exige aussi que tout effort soit entrepris afin d'approfondir la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision. L'intégration de la dimension genre doit être institutionnalisée au travers d'exemples concrets, des mécanismes et processus dans toutes les composantes du système des Nations-Unies.
- (4) Rôle des Institutions du développement: Le *gender mainstreaming* ne remplace en aucun cas les politiques et programmes visant les femmes, ni ne substitue aux unités Genre des organismes.
- (5) Allocation de ressources: Pour les fins d'une intégration réussie de la dimension de genre, une réelle volonté politique et l'allocation si nécessaire de ressources humaines et

³⁶ United Nations (1997), *op.cit.*, supra note 21.

financières provenant de différentes sources, sont primordiales pour une mise en pratique concrète et réussie du concept.

1.6 Application et principales limites de la stratégie du gender mainstreaming

Depuis le milieu des années 1990, les politiques axées sur l'intégration de la dimension genre ont fait l'objet d'intérêt et d'étude approfondis au sein des organismes bilatéraux et multilatéraux. En 2010, le UN Women fut créé pour rassembler la grande variété des ressources organisationnelles au sein du système de l'ONU qui avaient pour principale prérogative l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes.³⁷ Concrètement, les plans d'action axés sur le genre ont été l'une des méthodes communes de promotion du *gender mainstreaming* dans la conception et l'implémentation des projets dans les organismes de développement ces dernières années. Cependant, les différentes évaluations menées en la matière montrent que l'adoption de ces plans d'action ne s'est pas faite de manière uniforme au sein de toutes les organisations. Bon nombre d'agences bilatérales et celles de l'ONU ont préféré intégrer la dimension genre dans leurs cadres de travail existants, bien que cette approche ait montré de nombreuses lacunes.³⁸ Dans d'autres organismes tels que la Banque Mondiale, des plans d'action furent implémentés pour pallier aux échecs de politiques précédentes. Toutefois, ceux-ci n'ont pas toujours produit les résultats escomptés. Ceci fut en partie dû au manque d'orientation cohérente, de ressources et mesures incitatives appropriées pour encourager l'utilisation des plans d'action axés sur le genre.³⁹

³⁷ UN Women : United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of women [en ligne] <http://www.unwomen.org/> (page consultée le 27 mai 2013)

³⁸ CIDA (2008). Evaluation of CIDA's Implementation of Its Policy on Gender Equality: Final Report and Synthesis. Evaluation Division. Gatineau

³⁹ World Bank (2007). Gender Equality as Smart Economics: A World Bank Group Gender Action Plan. Washington DC.

L'analyse de genre est un autre outil de base pour la mise en œuvre des politiques basées sur l'égalité des sexes. Cette analyse de genre est principalement menée lorsqu'il s'agit de groupes cibles liés au genre afin de déterminer les avantages potentiels et effets néfastes lors de la conception des projets. En revanche, une analyse liée aux sexes plus approfondie examine la structure des relations de pouvoir dans la société et la position relative des hommes et des femmes. Cette analyse permet de déterminer si les interventions soutiennent et ciblent l'amélioration de l'égalité des sexes et, au minimum, de s'assurer qu'ils ne produisent aucun effet néfaste. Le principal défi qui se pose pour les organismes de développement est l'utilisation cohérente et systématique de l'analyse de genre tout au long du cycle du projet et dans tous les secteurs. L'analyse de genre est entreprise dans la majorité des cas au moment de la conception du projet, mais n'est pas suivi lors de la mise en œuvre et du suivi. Pour illustration, l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) prévoit que l'analyse de genre soit systématiquement appliquée dans toutes les initiatives menées par l'organisation. Une étude montre cependant que cette analyse est absente de 23% des interventions de l'ACDI, tandis que les 67% d'interventions qui comportent une certaine analyse ne répondent pas pour autant aux exigences de la politique.⁴⁰

D'autres méthodes d'application concrète du *gender mainstreaming* dans les agences de développement sont les boîtes à outil, manuels, lignes directrices et listes de contrôle. La plupart des évaluations menées ont montré que ces méthodes étaient fort utiles mais qu'elles étaient cependant rarement utilisées. Le Département du Développement International (DFID) a par exemple élaboré un document jugé excellent⁴¹ sur l'intégration du genre qui est disponible

⁴⁰CIDA (2008). *Op.cit.*, p.5-56;84-88

⁴¹DFID (2006). *Evaluation of The Integration of Gender in EC Development Co-operation with Third Countries*. Brussels.

gratuitement au sein et à l'extérieur de l'organisme. Néanmoins, le personnel du DFID qui fut interviewé dans le cadre d'une étude sur le sujet a évoqué son manque de connaissance et accès au matériel du DFID produit sur la question. On note également un manque de partage de connaissances sur le sujet au sein des agences de développement.⁴²

A l'heure actuelle, il subsiste une forte perception selon laquelle la majorité des donateurs peine encore à appliquer le *gender mainstreaming* de manière efficace et efficiente. A premier abord, il apparaît que la haute direction de ces organismes n'a pas fait preuve de constance dans son soutien pour l'implémentation de la politique du *gender mainstreaming*. En effet, les dirigeants n'ont pas toujours fait preuve de leadership au cours du temps pour intégrer de manière durable cette politique, ni d'un engagement soutenu qui aurait dû s'accompagner de la mise à contribution de ressources suffisantes, des mesures incitatives ainsi des systèmes de reddition de compte. A cela s'ajoute une insuffisance de ressources tant humaines que financières pour permettre un *gender mainstreaming* efficace. Pour ce qui est des ressources humaines, force est de constater que le nombre d'experts du genre demeure relativement bas dans les organismes de développement. Bien souvent, la lourde tâche de l'intégration du genre revient à des consultants embauchés sur une durée souvent courte, et qui manquent de capacité pour influencer la conception, l'implémentation, le suivi et l'évaluation des différents projets. Ces mêmes projets ne bénéficient que très rarement d'un réel appui budgétaire soutenu permettant une réelle intégration du genre.⁴³

Par ailleurs, bien souvent ces organismes adoptent des stratégies et politiques du genre et veillent à les accompagner d'une série variée de procédures et pratiques tels que des plans

⁴²ibid

⁴³ African Development Bank, Operations Evaluation Department (2012): *Mainstreaming Gender Equality :A Road to Results or a Road to Nowhere?* Synthesis Report 2012 , p.11-13

d'action, des manuels, des trousseaux à outils et listes de contrôle. Toutefois, par manque de mesures incitatives, ces procédures ne sont que très peu utilisées.

CHAPITRE 2 : LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD) ET SA STRATÉGIE DE GENDER MAINSTREAMING

Le présent mémoire vise à faire une évaluation critique du *gender mainstreaming* lors de la conception des projets menés par la BAD, première banque multilatérale de développement en Afrique, créée en 1964. La BAD a pour première prérogative de « faire reculer la pauvreté dans ses pays membres régionaux en contribuant à leur développement économique durable et à leur progrès social. »⁴⁴ En sa qualité de principale agence de développement auprès des pays africains, la BAD joue donc un rôle important dans la promotion de l'égalité des sexes sur le continent africain, et jouit d'un immense pouvoir en matière de pression sur ses pays membres pour adopter des mesures allant dans ce sens. Notre intérêt d'étude s'explique par le fait que la BAD représente une porte d'entrée intéressante pour évaluer la sensibilité au genre des multiples projets de développement actuellement en cours en Afrique. Elle reconnaît la promotion de l'égalité du Genre et l'autonomisation des femmes comme moyens permettant d'accélérer la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive sur le continent africain. Dans ce domaine, la politique de la Banque sur le Genre qui date de 2001, articule son engagement autour d'un *gender mainstreaming* plus soutenu dans toutes ses politiques et opérations.

2.1 La Banque Africaine de Développement

Le groupe de la BAD fut créée en 1964 à Khartoum au Soudan par vingt-trois pays africains nouvellement indépendants afin d'aider aux efforts de développement du continent africain. Le groupe de la BAD est composé de trois institutions distinctes, à savoir son institution phare la Banque Africaine de Développement (BAD), ainsi que deux guichets concessionnels, le Fonds

⁴⁴Groupe de la Banque Africaine de Développement. Mission et Objectif [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/about-us/mission-objective/> (page consultée le 20 avril 2013)

Africain de Développement qui fut créée en 1972 par les pays membres régionaux de la BAD et 13 pays non africains; et enfin le Fonds spécial du Nigéria qui fut mis en place par le Gouvernement fédéral du Nigeria en 1976.⁴⁵ En 2007, le nombre de pays membres de la BAD se chiffrait à 78, dont 53 pays africains et 24 pays non africains.

La BAD a pour mission de « faire reculer la pauvreté dans ses pays membres régionaux en contribuant à leur développement économique durable et à leur progrès social. »⁴⁶ Pour ce faire, il mobilise des ressources afin de promouvoir les investissements dans ces pays et leur fournit une assistance technique qui les outille quant aux politiques à mettre en œuvre.

2.2 LA BAD et sa politique d'intégration du genre

La BAD joue un rôle clé dans le soutien qu'elle fournit à ses pays membres régionaux dans leurs efforts de promotion de l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes, perçus comme moyens de réduction de la pauvreté. La politique sur le genre de la BAD fut formulée en 2001 pour soutenir cet engagement et fournir un cadre de soutien visant à implémenter le *gender mainstreaming* dans les politiques et opérations menées par la Banque. Cette politique sur le genre fut élaborée au travers de deux plans d'action sur le Genre. Le premier, « Gender Plan of Action (GPOA 2004-2007) » avait pour but d'institutionnaliser et rendre opérationnel la stratégie de la Banque qui avait été formulée trois ans plus tôt. Une revue à mi-terme de ce premier plan d'action fut réalisée en 2006 et montra qu'au moins 33% des projets évalués répondaient de manière satisfaisante aux objectifs que la Banque s'était fixée en matière de conception de projets sensibles au genre. Cependant, cette revue à mi-terme releva certaines contraintes. Celles-

⁴⁵ Groupe de la Banque Africaine de Développement : Historique [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/about-us/history/> (page consultée le 29 mai 2013)

⁴⁶ Groupe de la Banque Africaine de Développement : Mission et Objectif [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/about-us/mission-objective/> (page consultée le 29 mai 2013)

ci étaient liées notamment à une surenchère d'actions et de cibles. Cette revue mit également en lumière le manque de structure, ressources, mesures incitatives et systèmes d'évaluation, qui se révélaient pourtant être des conditions sine qua none à l'implémentation efficace de la politique de la Banque sur le genre.⁴⁷

Le premier plan d'action sur le Genre de la BAD fut suivi en 2009 par le « Plan d'action d'intégration du genre» (PAIG, révisé en 2009-2011)⁴⁸ Celui-ci avait pour objectif principal de soutenir la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays membres régionaux de la Banque, avec l'objectif plus spécifique de promouvoir une autonomisation économique équitable et soutenue pour les hommes et les femmes. A cet effet, le plan d'action 2009-2011 mettait l'accent sur trois domaines principaux d'intervention⁴⁹ :

- 1) L'investissement dans des activités visant à la promotion de l'autonomisation économique des femmes dans tous les secteurs opérationnels de la Banque, à savoir l'agriculture, le développement humain, le transport, la gouvernance ainsi que l'eau et assainissement.
- 2) La construction d'une capacité institutionnelle et de création de savoir
- 3) La promotion d'une réforme de gouvernance politique visant à renforcer le *gender mainstreaming* au sein des pays membres régionaux de la Banque.

⁴⁷ African Development Bank, Gender Plan of Action Mid-term Review, 2006, p 6

⁴⁸ African Development Bank, Gender Equality and Women's Empowerment: an Updated Gender Plan of Action (UGPOA) 2009-2011 [en ligne]

[http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Gender%20Equality%20and%20Women%E2%80%99s%20Empowerment%20an%20Updated%20Gender%20Plan%20Of%20Action%20\(UGPOA\)%202009-2011%20EN.pdf](http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Gender%20Equality%20and%20Women%E2%80%99s%20Empowerment%20an%20Updated%20Gender%20Plan%20Of%20Action%20(UGPOA)%202009-2011%20EN.pdf) (page consultée le 30 mai 2013)

⁴⁹ *ibid*, p.5

Outre les deux plans d'actions sur le Genre susmentionnés, la BAD a produit douze profils genre afin d'intégrer une analyse spécifique du genre dans douze documents de stratégie pays.⁵⁰ Ces derniers visent à convenir avec les pays récipiendaires de l'aide des priorités d'action en matière de développement. Par ailleurs, la BAD a développé entre 2007 et 2008 des modules de formation sur le genre, destinés aux départements sectoriels de l'infrastructure et celui de l'agriculture. Un total d'environ 70 fonctionnaires au sein de ces mêmes entités ont pu bénéficier d'au moins une de ces formations. En outre, des outils d'intégration de la dimension genre furent intégrés dans les politiques sectorielles et thématiques de la Banque tels que la réduction de la pauvreté, l'environnement ou encore le micro-crédit.⁵¹

Dans le même ordre d'idées, d'autres politiques et stratégies clé de la Banque tels que sa stratégie à mi-terme (MTS 2008-2012), le Plan d'Action Stratégique sur la Gouvernance (2008-2012) ainsi que la Stratégie du Secteur de l'Agriculture (2010-2014), avaient pour composante la promotion de l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes.

Enfin, la création en 2010 de la division du Genre et du suivi du Développement Social était un grand pas en avant en matière d'opérationnalisation de la politique de *gender mainstreaming* menée par la BAD. Celle-ci fut créée dans l'objectif de suivre l'intégration du *gender mainstreaming* au sein des opérations de la BAD. A travers cette division, la BAD entend donc s'assurer d'une croissance économique allant de pair avec un bon développement économique et une égalité de genre sur le continent africain. Cette division fait partie d'un comité de revue d'aptitude.

⁵⁰ Ibid, p.4

⁵¹ Ibid

Ce comité est chargé de juger la revue d'aptitude de certains projets sélectionnés selon les huit critères suivants :

- i) Alignement par rapport à la stratégie de la Banque
- ii) Statut des opérations précédentes et leçons apprises
- iii) Raison derrière la conception du projet
- iv) Accent mis sur les résultats et l'évaluation des risques
- v) Impact social et environnemental
- vi) Modalités de mise en œuvre et durabilité du projet
- vii) Gestion financière et passation des marchés
- viii) Dimension Genre**

2.3 Évaluation des projets : Critère de sensibilité au genre

La division chargée du Genre et du développement social à la BAD a mis au point une liste de contrôle visant à noter la sensibilité au genre de chaque rapport de conception de projet, sur une note allant de 1 à 6, sur un spectre de très satisfaisant à pas du tout satisfaisant. Les projets notés entre 4 et 6 sont considérés comme étant satisfaisants ou plus que satisfaisants.

Cette liste de contrôle qui a servi à mener les revues d'aptitude des projets retenus dans le cadre de notre étude se base sur cinq critères⁵² :

⁵²African Development Bank Group (2012). Quality Assurance and Results Department (ORQR), Gender and Social Development Monitoring Division (ORQR4). *The Gender Dimension of Quality-at-Entry Standards for Public Sector Investment Operations. Supplementary Guidance Note*

Critère 1 : Qualité de l'analyse genre pourvue

L'analyse de genre est le critère le plus important car il implique l'identification des écarts entre les sexes et dresse la liste des défis et des solutions permettant de réduire ces écarts. Une bonne analyse de genre implique de collecter des données et informations cruciales recueillies sous forme de recensements, enquêtes, études de secteurs cibles, ou encore des profils de genre dans les pays. Cette information peut ensuite être utilisée pour déterminer si oui ou non des inégalités ou pratiques discriminatoires existent au sein d'une population donnée.

Critère 2 : Formulation d'un indicateur sur l'égalité des sexes

Une fois l'analyse de genre effectuée, il importe de formuler un indicateur sur l'égalité des sexes qui puisse clairement définir le fossé entre les sexes que le projet vise à réduire. Cet indicateur doit présenter la manière dont le projet contribuera à changer les conditions qui tendent à désavantager les femmes, les filles et dans certains cas, les hommes et les garçons. Ce type d'indicateurs doit à la fois être précis, quantifiables et aspirer à démontrer la promotion de l'égalité des sexes.

Critère 3 : Indicateurs de performance sensibles au Genre

Ce critère mesure si oui ou non l'indicateur retenu intègre les résultats de l'analyse de genre, y compris si l'inégalité à aborder et le groupe touché sont mentionnés. Ce critère examine également si l'indicateur fait référence à la place qu'occupe cette inégalité au sein de la société au moment de l'analyse de genre, tout en indiquant le résultat escompté à la fin d'une période

donnée. L'indicateur doit être capable de mesurer les résultats escomptés, tout en offrant des données désagrégées par sexe sur la situation des bénéficiaires à la fin du projet.

Critère 4 : Identification d'activités et mesures liées au Genre favorisant l'égalité des sexes

La conception du projet doit comprendre des activités / mesures visant à réduire une partie de l'écart entre les sexes identifiés dans l'analyse de genre. Ces activités / mesures doivent soutenir l'indicateur d'égalité des sexes et aider à son implémentation. Il est toujours utile d'inclure la sexospécificité comme l'une des activités visant à influencer la perception de la communauté sur les avantages que représente l'investissement dans l'égalité des sexes. Il est aussi souhaitable de solliciter l'appui des leaders communautaires.

Critère 5 : Allocation d'un budget et ressources adéquates

Le projet doit indiquer les ressources investies pour mettre en œuvre toutes les activités mentionnées, y compris les activités qui favorisent l'égalité des sexes. Le niveau et le type de ressources humaines et financières nécessaires investies doivent être clairement indiqués lors de la conception du projet. Par exemple, un projet visant la promotion de l'égalité des sexes dans les sciences et la formation aux technologies devra identifier les activités clé tels que des services de mentorat, l'octroi de bourses pour encourager la scolarisation des filles en sciences et technologie, la construction de dortoirs séparés pour les filles etc.

CHAPITRE 3 : ÉVALUATION DE L'APPLICATION DU *GENDER MAINSTREAMING* PAR SECTEUR DE LA BAD

Adoptant une perspective de genre, ce chapitre présente une analyse des opérations de la BAD, et ce pour évaluer leur sensibilité au genre, en lien avec l'engagement promu par la Banque en la matière. Pour rappel, la BAD s'engage entre autres dans son « Plan d'action révisé d'intégration du genre » (PAIG) de 2009-2011 à investir dans des activités visant à la promotion de l'autonomisation économique des femmes dans tous les secteurs opérationnels de la Banque, à savoir l'agriculture, le développement humain, le transport, la gouvernance ainsi que l'eau et assainissement.⁵³ Cette évaluation se base sur une revue d'aptitude de 48 projets d'opérations du secteur public de la BAD, réalisée par des experts du Genre de sa Division Genre et Développement Social, et ce en fonction des cinq critères d'évaluation exposés dans la partie précédente. Pour rappel, ces cinq critères sont : i) qualité de l'analyse genre pourvue, ii) formulation d'un indicateur sur l'égalité des sexes, iii) indicateurs de performances sensibles au genre, iv) identification d'activités et mesures liées au genre favorisant l'égalité des sexes, et enfin v) allocation d'un budget et ressources adéquates.

Pour les fins de notre étude à laquelle nous voulons donner une composante tant quantitative que qualitative, les résultats collectés grâce aux différentes revues d'aptitude seront accompagnés par la conduite d'entrevues avec des personnes ressources au sein de chaque département sectoriel de la Banque. Ceci nous permettra alors d'identifier dans un premier temps les secteurs « champions » qui s'en sortent le mieux, et ceux qui font encore face à des défis importants et pourquoi, en matière de *gender mainstreaming* dans leurs différents projets et

⁵³African Development Bank, Gender Equality and Women's Empowerment: an Updated Gender Plan of Action (UGPOA) 2009-2011, *op.cit.*

activités. Enfin, cette étude proposera des recommandations visant à une meilleure intégration de la dimension Genre dans les différents secteurs des opérations de la BAD.

3.1 Évaluation globale

De manière générale, il ressort que la division du genre de la BAD a évalué seulement 48 des 70 projets soumis à des revues d'aptitude. Notre évaluation de ces 48 projets montre qu'en matière de développement de projets accordant une place de choix à l'intégration de la dimension genre, la BAD se doit encore d'accomplir beaucoup afin d'atteindre des résultats meilleurs et durable lien à l'égalité du Genre (Tableau 1 et Graphique 1).

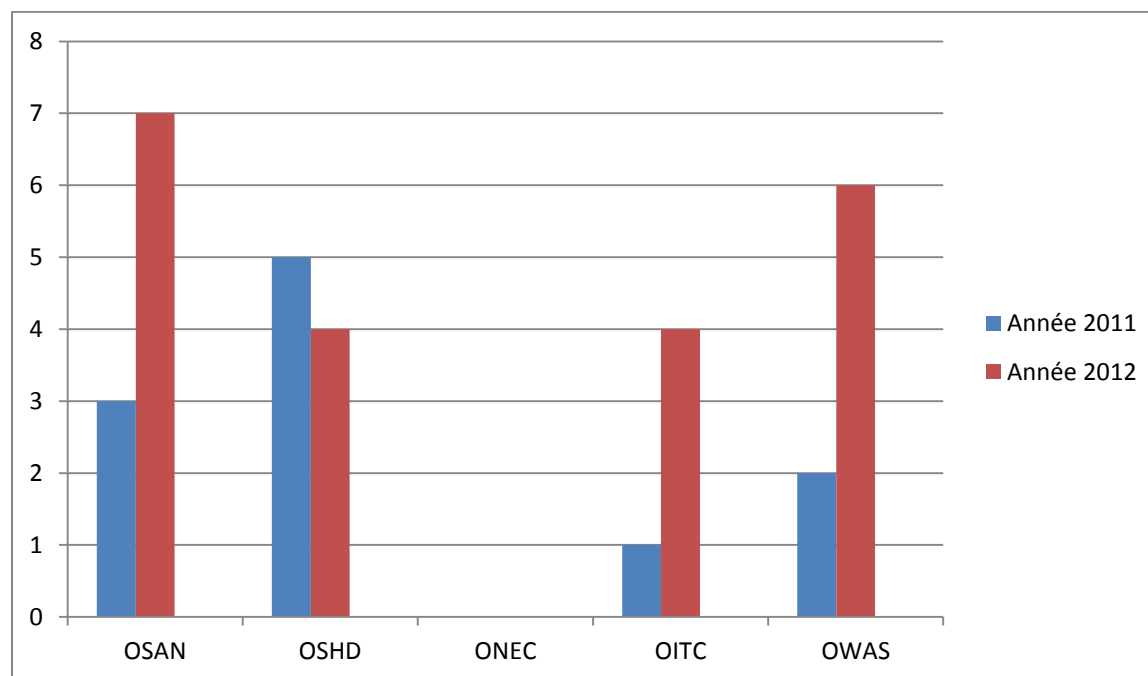
Il ressort en effet que même pour les secteurs qui s'en sortent le mieux, tels que le département du développement humain et celui de l'eau et assainissement, les projets menés ne s'inscrivent pas encore dans une analyse du genre bien détaillée. En effet, peu sont ceux qui accordent une place primordiale à l'identification claire des différences relatives aux besoins et rôles des femmes et des hommes. Le département de l'énergie est le seul à ne pas avoir conçu de projets jugés satisfaisants quant à leur sensibilité au genre, et ce pour les deux années 2011 et 2012. Les résultats montrent également que l'approche générale menée par les départements opérationnels de la BAD en matière d'égalité du genre se réduit largement à énoncer des données désagrégées par sexe et à concevoir des activités destinées aux femmes dans chaque projet sans remettre en question les problèmes posés par le déséquilibre des pouvoirs entre hommes et femmes. Par ailleurs, l'intégration systématique des enjeux liés au genre, tout au long du cycle des projets, laisse encore à désirer. Ceci se ressent plus particulièrement au niveau de l'analyse contextuelle, où il est essentiel de bien identifier les différences entre hommes et femmes en termes de leurs rôles distincts, leurs capacités différentes ainsi que leur différence d'accès aux

ressources et au pouvoir de décision. Enfin, il est à noter que la BAD n'aborde pas dans ces projets l'aspect pourtant essentiel des relations inégalitaires de pouvoir. Il est important de développer des stratégies permettant un meilleur accès des femmes aux ressources et aux instances de décision.

Secteurs	No de Projets revus par le comité des Revues d'aptitude	No de projets notés par la Division du Genre	Pourcentage de projets notés satisfaisants ou plus que satisfaisants	Projets notés pas assez satisfaisants
Agriculture (OSAN)	20	15	10 (66,6%)	5 (33,3%)
Développement Humain (OSHD)	15	11	9 (81,8%)	2 (18,1%)
Energie (ONEC)	7	4	0	100%
Transport (Routes) (OITC)	13	9	5 (55,5%)	4 (44,4%)
Eau et Assainissement (OWAS)	12	9	8 (88,8%)	1 (11,1%)
Total	67	48	32 (66,6%)	12 (33,3%)

Tableau 1 - Projets par secteur pour les années 2011-2012 (Source : Annexes 1 et 2: Readiness Reviews, 2011 and 2012 Projects)

Graphique 1 - Projets notés satisfaisants ou plus que satisfaisants, Évolution 2011-2012 par secteur (Source : Annexes 1 et 2: Readiness Reviews, 2011 and 2012 Projects)



3.2 Analyse détaillée par secteur

Agriculture

Pour le secteur de l’Agriculture, le PAIG envisageait un investissement accru de la Banque pour l'accès des femmes aux intrants agricoles, les infrastructures rurales, les terres irriguées ainsi que leur plus grand accès aux marchés agricoles de grande valeur.⁵⁴ Ces engagements ont été encore soulignés lors de la formulation de la stratégie du secteur de l'agriculture (AGSS 2010 - 2014) qui vise un plus grand accès des femmes à la terre. Cette stratégie visait entre autres à garantir aux femmes une meilleure gestion de l'eau, un accroissement de leur participation à des initiatives d’agro-transformation et un accès facilité aux marchés.

⁵⁴ African Development Bank, Gender Equality and Women’s Empowerment: an Updated Gender Plan of Action (UGPOA) 2009-2011, *op.cit.*, p.7

Dix des quinze projets du secteur Agriculture revus par la division Genre ont été jugés satisfaisants ou plus que satisfaisants, soit un pourcentage de plus de 66,6%. Un exemple de projet jugé plus que satisfaisant est celui réalisé au Niger : *Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA-MTZ)*⁵⁵. Ce dernier illustre comment les projets de la Banque peuvent être conçus pour soutenir les femmes œuvrant dans le secteur agricole et les agriculteurs africains en général, avec des objectifs précis tels que l'amélioration de l'accès aux ressources comme la terre. Le projet apportera aussi, par le biais d'un appui institutionnel, une facilité d'accès au crédit pour les femmes afin de leur permettre de mener des activités génératrices de revenus. Il prévoit également de doter les femmes en équipements agricoles. Ces équipements seront constitués d'une plate-forme multifonctionnelle avec un moulin, une décortiqueuse et des aires de conservation de produits maraîchers. Les femmes et les jeunes recevront un appui en matière de gestion et d'organisation de la mise en marché et de la commercialisation des produits agricoles. De même, 50% des coopératives appuyées par le projet seront des coopératives féminines. Au niveau du secteur foncier, le projet contribuera à la sécurité foncière des femmes sur les terres agricoles par ses actions d'appui à la mise en place de structures de gestion du secteur foncier en milieu rural. Des campagnes d'information et de sensibilisation sur les droits liés à la terre seront conduites auprès des collectivités locales, afin de favoriser la reconnaissance de l'affectation de parcelles aux femmes et aux pauvres sans terres.⁵⁶

⁵⁵Voir Annexe 1 : ReadinessReview, 2011 Projects

⁵⁶Banque Africaine de Développement : Memorandum : *PROPOSITION VISANT L'OCTROI D'UN DON DE 21,02 MILLIONS D'UC PROVENANT DES RESSOURCES DU GAFSP ET D'UN PRET FAD DE 9,34 MILLIONS D'UC DESTINES A FINANCER LE PROJET DE MOBILISATION DES EAUX POUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES REGIONES DE MARADI, TAHOUA et ZINDER (PMERSA-MTZ)*, p.9

Un autre projet de la sorte est celui conçu pour la Côte d'Ivoire : *PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES AGRICOLES INDENIE-DJUBALIN (PAIA-ID)*.⁵⁷ En reconnaissance du rôle important joué par les femmes dans la zone du projet, qui regroupe 30% des exploitations agricoles et 70% en main-d'œuvre agricole, 50 à 60% sur un total de 2.800 bovins et 8.000 chèvres seront distribués aux femmes. En outre, la moitié des 60 unités de storage créés seront installés au sein de coopératives féminines.

Bien que les projets mentionnés ci-dessus représentent des exemples de bonnes pratiques en matière de promotion du genre pour les investissements agricoles, notamment un plus grand accès à la terre pour les femmes, d'autres projets témoignent d'opportunités manquées. Beaucoup de résultats dans les projets jugés insatisfaisants sont liés aux tailles insuffisantes des exploitations agricoles et l'augmentation du pourcentage de productivité qui laisse encore à désirer. De nombreuses questions subsistent: Qui bénéficiera de nouvelles terres arables et irriguées? Qui bénéficiera d'un accroissement de la productivité? Étant donné le rôle joué par les femmes dans le secteur de l'agriculture en Afrique, le faible niveau d'attention qui est porté à leurs besoins spécifiques soulève des préoccupations. Si cette tendance se poursuit, le secteur ne sera pas à même d'atteindre les objectifs clé du secteur de l'Agriculture liés à l'égalité des sexes. Quelques projets démontrent encore que les femmes en milieu rural ne bénéficient pas toujours des progrès prônés.

⁵⁷Voir Annexe 1 : Readiness Review, 2011 Projects

Développement Humain

Éducation

Le PAIG envisage une participation accrue des filles au niveau de l'enseignement supérieur, technique et la formation professionnelle, notamment dans le secteur de la science et de la technologie.⁵⁸ De manière générale, d'importants efforts ont été déployés pour accroître la scolarisation des filles au niveau supérieur. A titre d'exemple, le projet en Érythrée : *Support to Technical Vocational Education and Training Project (STVET)*⁵⁹ fut noté comme étant plus que satisfaisant. Le projet d'appui à l'enseignement et à la formation technique et professionnelle vise à aider le gouvernement érythréen à tenir son engagement pour améliorer l'accès équitable à l'enseignement et à la formation technique et professionnelle (EFTP) dans le pays, tout en renforçant sa qualité et sa pertinence. Le projet tient compte de la politique en matière de genre du gouvernement érythréen qui reconnaît le fait qu'un développement soutenu ne peut se réaliser sans la participation pleine et égale des filles et des enfants issus de ménages pauvres, et ce à tous les niveaux d'éducation. Les principales activités du projet à cet égard consistaient notamment à sensibiliser les communautés à la problématique du genre, en organisant des campagnes d'information et de mobilisation de la communauté, à passer en revue le programme d'études et la documentation sur la parité hommes-femmes, afin de les rendre plus sensibles au genre au niveau de l'enseignement tant général que technique. Enfin, une autre activité du projet consistait à accroître le nombre d'enseignantes dans les établissements en veillant à ce qu'au moins 30 % de professeurs soient des femmes.

⁵⁸ African Development Bank, Gender Equality and Women's Empowerment: an Updated Gender Plan of Action (UGPOA) 2009-2011, *op.cit.*, p.8

⁵⁹ Voir Annexe 1 : Readiness Review Analysis, 2011 Projects

Un autre projet exemplaire dans le cas de l'éducation supérieure est le projet au Malawi : *Support to Higher Education, Science and Technology*⁶⁰(HES) qui vise à assurer une scolarisation féminine qui passerait de 25% en 2011 à 45% d'ici 2015. Ledit projet promet également que trois des dix professeurs formés dans le cadre du projet seront des femmes.

Bien que presque tous les projets d'éducation aient identifié des objectifs d'égalité des sexes tels que l'augmentation des pourcentages de scolarisation des filles et / ou des taux d'achèvement, tous n'ont pas clairement présenté leurs stratégies d'action sur la manière d'atteindre ces objectifs. Certains projets n'ont pas réussi à intégrer les activités et les ressources clé, primordiales pour l'atteinte des résultats escomptés. Réduire les écarts entre les sexes dans le secteur de l'éducation nécessite diverses mesures qui correspondent aux contraintes identifiées, celles-ci variant d'une communauté à une autre. Des activités telles que la fourniture de services de tutorat, la lutte contre la violence sexiste dans les écoles et la sensibilisation des parents entre autres, sont des outils efficaces dans la création d'un environnement plus favorable pour les garçons et les filles. De telles activités favorisent une plus grande parité des sexes lors de l'inscription, mais également au niveau des résultats académiques.

Santé

La plupart des projets financés par la division de la santé de la Banque ont facilité l'accès des femmes et des hommes et à des services de santé spécialisés de bonne qualité. Dans ce secteur, l'intégration de l'égalité des sexes est atteinte, par exemple lorsque:

- (i) On note l'établissement d'installations de santé adaptés pour femmes;

⁶⁰ Ibid

- (ii) On facilite l'accès des femmes aux services de santé, notamment les services de santé sexuelle et reproductive;
- (iii) On promeut la formation de travailleuses de la santé, comme un moyen d'autonomisation des femmes
- (iv) On améliore la collecte de données sexospécifique pour une meilleure prestation des services et pour répondre aux besoins spéciaux de tous les bénéficiaires.

Protection sociale

La plupart des projets de protection sociale évalués ont été jugés satisfaisants ou très satisfaisants pour ce qui est de leur sensibilité au genre. Ils soutiennent l'autonomisation économique des femmes à travers un soutien accru pour l'accès à la micro-finance, aux petites et moyennes entreprises (PME), la création d'emplois et le renforcement des capacités. A titre d'exemple, le projet Tunisie : *Projet d'appui à la relance économique et au développement inclusif*⁶¹ concerne un prêt de 500 millions de dollars USD à la Tunisie pour financer l'inclusion sociale et le programme de soutien à la transition. Il s'agit d'un programme national d'appui budgétaire d'urgence qui fut mis en place pour un an à partir de mai 2011. Il facilitait entre autres un meilleur accès aux services de santé et services sociaux dans les régions défavorisées, 70% des bénéficiaires de ce pan du projet étant des femmes. Par ailleurs, le projet visait la création de 20 000 emplois dans le secteur public, avec un accent mis là aussi sur les femmes. De même, le projet au Malawi : *Support Project for Competitiveness and Job Creation in the Private Sector*⁶² cible une participation de femmes à 60% comme bénéficiaires de la mobilisation de l'épargne, et 40% de femmes comme bénéficiaires de nouveaux services aux entrepreneurs.

⁶¹ Voir Annexe 2 : Readiness Review, 2012 Projects

⁶² Voir Annexe 1, *op.cit.*

La région des Grands Lacs a également bénéficié d'un projet multinational visant la réinsertion de 2 000 femmes ex-combattantes.

Énergie

La plupart des projets du secteur Énergie examinés ont été conçus afin d'augmenter la production d'énergie domestique et la capacité de transmission qui devrait en fin de compte augmenter l'accès à l'électricité pour bon nombre de ménages et entreprises. Si l'un des objectifs de ces projets est l'accroissement du pourcentage des ménages ayant accès à l'électricité, il n'y a aucune indication de la façon dont certains groupes de la population bénéficieront de l'amélioration des capacités. Ces groupes vulnérables comprennent entre autres les personnes les plus défavorisées, les habitants en milieu rural ainsi que les femmes.

Notre évaluation montre qu'aucun projet du secteur Énergie n'a été jugé satisfaisant pour les années 2011 et 2012. Malgré l'augmentation de la production existante et la capacité de transmission, les pauvres et plus particulièrement les femmes ont souvent moins accès à l'électricité en raison du coût élevé associé à ces services. La plupart des rapports de ces projets estiment que 20% des revenus des ménages pauvres sont dédiés à l'énergie, et que le coût énergétique pour les entreprises de transformation alimentaire correspond à 20 à 25% du total des entrées. Par ailleurs, le lien entre l'amélioration de la capacité de production/transmission et un plus grand accès à l'énergie domestique, au-delà de l'éclairage, est difficile à établir. De nombreuses questions persistent pour que les projets du secteur énergétique puissent réellement profiter aux femmes. En effet, l'accès à l'éclairage pour les ménages et les entreprises ne garantit en rien que le type d'énergie pourvue puisse permettre d'améliorer la puissance mécanique

nécessaire pour accroître la productivité des petites entreprises. En outre, l'accès à l'éclairage ne garantit pas forcément la réduction des tâches ménagères pour les femmes afin que ces dernières puissent vaquer à d'autres occupations. Enfin, les projets évalués n'offrent généralement pas de solutions alternatives pour combler ces lacunes.

Le soutien de la Banque pour un développement de la production d'électricité et l'accroissement de la capacité de transmission dans ses pays membres régionaux sont cruciaux et ont un impact significatif dans l'amélioration de l'accès à l'énergie à long terme pour ces pays. A elle seule, cette mesure ne peut suffire pour répondre à moyen terme aux besoins en énergie des populations vulnérables en général, plus particulièrement les femmes. À cet égard, l'objectif du PAIG visant à réduire le fardeau des femmes et des enfants en ce qui concerne les sources traditionnelles d'énergie domestique, n'a pas été respecté. De même, la promotion de l'approvisionnement en services énergétiques pour les milieux ruraux, à travers un meilleur accès à l'électrification rurale pour garantir des emplois, laisse encore à désirer.

Transport

Dans le secteur des transports, des efforts considérables ont été réalisés pour répondre aux besoins et préoccupations des femmes lors de la conception des projets. La majorité des projets examinés avaient entrepris une analyse de genre et la moitié d'entre eux démontrent d'une intention de faire progresser l'égalité des sexes afin de répondre aux besoins identifiés par les femmes. La plupart des projets fixent des objectifs pour l'emploi des femmes dans la construction de routes et autres travaux d'infrastructure, bien que l'objectif fixé d'octroyer 10 à 30% des emplois aux femmes n'est pas assez précis.

Les projets de la BAD soutiennent l'accès des femmes aux infrastructures socio-économiques. Un exemple illustratif est le projet de route en Tanzanie : *Road Sector Support Project II*⁶³ qui cherche à établir des installations d'abattage et de marchés pour les petits ruminants afin d'aider les femmes entrepreneures dans le secteur routier tanzanien.

Un autre exemple dont le secteur du transport de la BAD peut se targuer, en lien avec l'objectif du PAIG pour améliorer les conditions de vie et les opportunités économiques pour les femmes en milieu urbain et rural, est celui réalisé au Malawi : *Mzuzu-Nkhatabay Road Rehabilitation Project*. Le but de ce projet est d'améliorer l'accessibilité aux moyens de subsistance dans la zone d'influence du projet ainsi qu'accroître l'accès des femmes à l'équipement agro-alimentaire et aux opportunités de commercialisation. Le projet a identifié de nombreuses activités pour répondre aux besoins des femmes telles que i) la fourniture d'équipements agro-alimentaire à des groupes de femmes sélectionnées dans le secteur agro-alimentaire, ii) la réhabilitation d'écoles sélectionnées le long du corridor routier, iii) l'approvisionnement en eau en milieu scolaire, iv) des installations sanitaires pour améliorer l'hygiène personnelle surtout pour les adolescentes; v) la fourniture de forages dans certaines collectivités le long de la route pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable afin de réduire la réduction du temps que les femmes et les filles passent pour puiser l'eau, vi) la construction d'installations de soins de santé à base communautaire pour améliorer les soins de santé primaires, réduire le taux de morbidité et le temps que les femmes accordent dans le soin aux malades.

Bien que ces investissements de la BAD sont importants et permettent l'accès à de services essentiels pour de nombreuses communautés africaines vulnérables, les femmes en particulier, ces projets ne répondent pas nécessairement à l'objectif énoncé dans le PAIG quant à

⁶³Voir Annexe 1 : Readiness Review, 2011 Projects

l'accès des populations vulnérables aux moyens de transport abordables.⁶⁴ L'accès à de nouvelles routes garantit-elle des transports plus abordables, notamment pour les femmes ? Quels autres investissements sont nécessaires pour faciliter l'accès aux transports ? Telles sont quelques questions clé qui nécessitent une analyse plus approfondie et une réponse de la BAD dans les années qui viennent.

Eau et Assainissement

Le département de l'eau et assainissement de la BAD est celui qui s'en sort le mieux en matière de promotion du genre dans ses opérations. Il est également le seul à avoir conçu un projet ayant obtenu la note maximale de 6 pour sa sensibilité au genre dans le processus de revue d'aptitude des deux années étudiées.

Le PAIG engageait la Banque à concevoir des opérations incitant les hommes et les femmes à prendre des décisions judicieuses concernant le choix et la nature des sources d'eau. Il promettait entre autres également de réduire les distances de marche à 0,5 km ou moins des sources d'approvisionnement en eau et d'assainissement, aux écoles, universités et centres de santé.⁶⁵ La quasi-totalité des projets examinés contribuent à des résultats satisfaisants pour les secteurs de l'éducation et de la santé, réduisant ainsi le fardeau des femmes et des filles. De nombreux projets incluent comme objectifs la participation des femmes dans les comités de gestion d'eau, des possibilités d'emploi et de formation en matière d'hygiène et santé, à travers l'information et la formation aux artisans. Ceci est le cas en Mauritanie avec le projet *Programme d'AEPA et Petite Irrigation*.⁶⁶ Le projet en Sierra Leone : *Rural Water Supply &*

⁶⁴African Development Bank, Gender Equality and Women's Empowerment: an Updated Gender Plan of Action (UGPOA) 2009-2011, *op.cit.*, p.8

⁶⁵ *ibid*

⁶⁶Voir Annexe 2, Readiness Review, 2012 Projects

*Sanitation Project*⁶⁷ prévoit également la capacité des ministères et des agences de l'eau à intégrer une perspective sexospécifique dans leurs différents projets. En Centrafrique avec le projet : *1^{er} Sous-Programme Sectoriel AEPA de Bangui et 4 Préfectures*⁶⁸, les latrines publiques centrales sont gérées par des associations / comités de gestion de l'eau, dont au moins 30% sont dirigés par des femmes.

Dans notre prochaine sous-section, nous reviendrons plus longuement sur un exemple de meilleure pratique, celui du projet en Tanzanie : *Zanzibar Urban Water Supply and Sanitation*, sur lequel pourraient se baser les autres départements de la Banque pour améliorer nettement leurs approches en matière de sensibilité au genre de leurs projets.

Résultats atteints par secteur

Cette sous-partie se réfère aux différents aspects et domaines des secteurs étudiés dans lesquels la Banque a atteint ou alors planifie d'atteindre des résultats en lien avec l'égalité du genre (Tableau 2).

Aussi, notre graphique de performances par secteur classe le secteur de l'eau et assainissement en pole position des secteurs de la BAD qui conçoivent des projets en faveur de l'égalité des sexes (Graphique 2). En revanche, le secteur de l'énergie affiche quant à lui des résultats mitigés en la matière, n'ayant pas pu fournir un seul projet jugé satisfaisant en 2011 et 2012 en ce qui concerne sa sensibilité aux questions du genre.

Le tableau 2 montre les résultats ayant contribué à l'autonomisation économique des femmes en Afrique, conformément au premier objectif du PAIG pour chaque secteur. Les

⁶⁷ibid

⁶⁸ibid

résultats montrent que très peu a été fait en contribution aux deuxième et troisième domaines clé du PAIG, à savoir le renforcement des capacités au niveau institutionnel, ainsi que les réformes politiques de gouvernance dans les pays membres régionaux de la Banque.

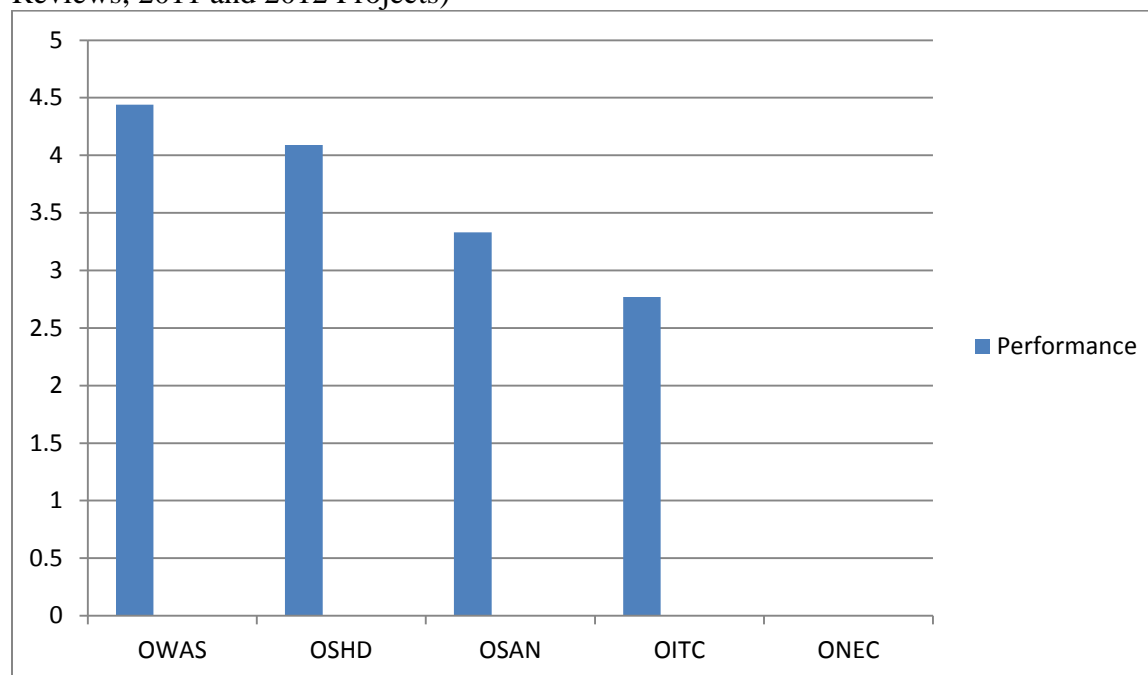
Quelques exemples de projets montrent que certains secteurs comme l'éducation ont contribué de manière globale à l'objectif général de l'égalité du genre, en participant à améliorer différents aspects de la vie des femmes africaines. Toutefois, le domaine crucial de l'autonomisation politique des femmes africaines demeure encore largement absent des opérations de la Banque.

Secteur	Résultats atteints en matière d'égalité du genre
Education	Augmentation de l'égalité d'accès pour les filles à l'éducation à différents niveaux - primaire, secondaire, supérieur, professionnel, et accroissement du nombre de filles et femmes étudiant les mathématiques, les TIC et les sciences.
Santé	Nette amélioration de la santé en matière de questions relatives au VIH / Sida touchant les femmes : fourniture d'antirétroviraux avec une priorité accordée aux femmes enceintes. Un projet fut axé sur la santé maternelle et reproductive, notamment la fistule obstétricale, une pathologie grave qui empêche les femmes de jouir pleinement d'une intégration sociale et sanitaire.
Agriculture	Plus grandes capacités pour les femmes en matière de production agricole, commercialisation de différentes cultures, gestion améliorée des terres

	irriguées, et plus grande représentation au sein de comités d'agriculteurs et de gestion.
Transport	Plus grand accès aux transports routiers facilitant le transport des intrants agricoles, l'eau et la collecte de combustibles, la conduite des enfants à l'école et dans les centres de santé, l'approvisionnement de matériel pour les entreprises, plus grands bénéficiaires en matière d'emplois générateurs de revenus et réduction de la charge de travail pour les femmes (réduction du temps passé à aller puiser l'eau etc.)
Eau et Assainissement	Comités d'eau et assainissement plus égalitaires au niveau de la représentation par sexe, réunions participatives avec les administrations locales, ateliers de formation, réduction des charges qui incombent aux femmes et jeunes filles.

Tableau 2 - Résultats atteints en matière d'égalité du genre par secteur (Source : Compilations des résultats, Projets sectoriels 2011 et 2012)

Graphique 2 : Classement de performance par secteur (Source : Annexe 1 et 2, Readiness Reviews, 2011 and 2012 Projects)



3.3 Gestionnaires de projets et gender mainstreaming : Perceptions du personnel de la BAD

Outre une analyse détaillée par secteur se basant sur une évaluation des revues d'aptitude de 47 projets pour ce qui est de leur sensibilité au genre, nous avons mené des entrevues auprès de vingt-cinq fonctionnaires de la Banque repartis par secteur.

Perceptions des employés: Les opérations de la BAD soutiennent-elles l'égalité des sexes?

La majorité des répondants à notre sondage auprès de quelques employés des opérations (18 sur 25) étaient d'accord ou fortement d'accord que les opérations de la Banque favorisent explicitement l'égalité des sexes, alors que seulement 6 étaient en désaccord. Cela montre que les membres du personnel ne sont pas conscients que seulement 66,6% des projets répondent

réellement aux principes d'égalité de genre. La moitié des répondants au sondage ont estimé que les opérations ont produit des résultats non voulus en matière d'égalité entre les sexes, tandis que l'autre moitié ne le perçoit pas ainsi. Les personnes interrogées ont précisé que les domaines de l'éducation, la réduction de la pauvreté, l'eau, l'agriculture sont les domaines où des résultats satisfaisants en matière d'égalité entre les sexes avaient été générés. Les répondants à l'enquête conviennent donc généralement avec les résultats, à savoir que les secteurs sociaux et de l'agriculture sont ceux conçus avec une plus grande sensibilité au genre.

Perceptions des employés: Indicateurs de genre et données ventilées par sexe

Un employé a souligné que de nombreux projets n'ont pas de bonnes bases de données ventilées par sexe, et que sans une telle référence, il est difficile de juger, même avec des indicateurs sensibles au genre, que l'égalité des sexes est effectivement atteinte. Un autre membre du personnel a fait remarquer que la plupart des indicateurs sexospécifiques se contentent de désagréger les indicateurs par sexe et ne reflètent donc pas ou ne résultent pas en une intégration approfondie des questions de genre tout au long du cycle de gestion du programme. Ceci commence par une analyse contextuelle sensible au genre conduisant à une implémentation des différents objectifs du projet qui soient sensibles à l'égalité du genre. Il y'a également une idée préconçue selon laquelle si 50% des bénéficiaires du projet sont des femmes, l'égalité des sexes a été correctement effectuée. Ceci ignore encore le potentiel pour aborder les asymétries de la vie réelle et la situation des bénéficiaires hommes et femmes, asymétries qui auraient pu être découvertes par une analyse approfondie de la pauvreté qui est sensible au genre. Cela fait fi également de l'importance de prendre en compte l'égalité des sexes tout au long du cycle de gestion du programme, c'est à dire dans l'analyse contextuelle, la planification et la définition des

objectifs, la mise en œuvre, le suivi et évaluation, et enfin l'aspect crucial des relations de pouvoir entre hommes et femmes.

Une personne interrogée a fait remarquer que dans les secteurs sociaux « les femmes sont plus faciles à cibler », mais que c'était plus difficile dans les programmes d'appui budgétaire, et que des indicateurs spécifiques à chaque secteur pourraient permettre de cibler plus facilement les femmes. D'une part ce commentaire révèle l'hypothèse que les indicateurs de l'égalité entre les sexes ciblent davantage les femmes. D'autre part, il souligne un besoin ressenti au sein du personnel de la Banque de développer des boîtes à outil concrètes qui pourraient constituer des indicateurs de genre adéquats propres à chaque secteur.

3.4 EXEMPLE DE MEILLEURE PRATIQUE (OWAS)

Le département de l'eau et de l'Assainissement (OWAS) fut créé en 2006 afin de donner une focalisation institutionnelle aux activités dans le secteur de l'eau au sein de la Banque. « Le département joue en outre un rôle important dans l'affirmation du rôle de chef de file de la Banque dans les activités du secteur de l'eau en Afrique. »⁶⁹

Moyens d'intégration des questions de genre à OWAS

Le département comprend deux expertes en genre et couvre trente-cinq pays dont treize anglophones, vingt francophones et deux lusophones. En 2009, une liste de contrôle sur l'intégration des questions de genre au secteur de l'eau et de l'assainissement fut élaborée et mise à la disposition des autres départements et quelques bureaux pays de la Banque. A toutes les étapes du cycle de projet, les expertes en genre contribuent à l'élaboration de Termes de

⁶⁹ Groupe de la Banque Africaine de Développement. Thèmes et secteurs : Le département de l'eau et de l'assainissement (OWAS) [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/sectors/water-supply-sanitation/water-sanitation-department-owas/> (page consultée le 18 juin 2013)

Références, outil pertinent et nécessaire conçu pour accompagner les experts dans leurs réflexions d'intégration des questions de genre des projets du département. En outre, les deux expertes participent selon les programmations trimestrielles aux diverses missions (revues de portefeuilles, identification, préparation, évaluation, revue à mi-parcours et achèvement). Elles sont également responsables responsable de projet ou coresponsable pour la gestion de quelques projets. Il est ici important de noter que seuls les départements de l'eau et de l'assainissement ainsi que celui de l'agriculture disposent chacun de deux expertes du genre au sein de leurs entités. Il va sans dire qu'une meilleure intégration du genre au sein des différents départements sectoriels de la Banque passe un accroissement des ressources humaines compétentes en la matière.

*Cas de Meilleure Pratique : Zanzibar Urban Water Supply and Sanitation*⁷⁰

Le projet traite des enjeux de développement rural à travers la provision d'un accès adéquat et soutenu à l'eau potable. Plus spécialement, ce projet répond aux besoins urgents en eau pour la consommation domestique et pour le bétail dans deux stricts de l'île de Zanzibar. Cela inclue des investissements en infrastructure hydraulique, promotion de l'assainissement, renforcement des capacités et protection des bassins versants.⁷¹

La note de conception du projet indique qu'il contribuera à réduire de manière considérable les niveaux de pauvreté dans la région couverte par ledit projet. Les communautés rurales, les femmes et jeunes filles notamment qui ont l'habitude d'attendre de longues heures pour se procurer de l'eau auprès de vendeurs locaux, auront accès à de nouveaux kiosques à eau, dont la plupart seront gérées par des femmes.

⁷⁰ Voir Annexe 2, Readiness Review, 2012 Projects

⁷¹ African Development Fund : Memorandum : Tanzania

Le projet contribuera également à approvisionner en eau courante de nombreuses écoles de la région, en mettant en place de nouvelles infrastructures qui se révèlent cruciales pour une éducation de qualité. Il permettra améliorer les installations sanitaires pour les enfants selon le sexe dans les écoles, en prenant compte des aspects de genre importants (entre autres la prise en compte des ratios garçons-filles pour la construction des toilettes, une distance raisonnable entre les toilettes des garçons-filles etc.), comme stipulé par les normes mises en place par le ministère tanzanien de l'éducation. La priorité sera accordée aux écoles les moins équipées en la matière.

Un autre aspect important du projet en matière de promotion du genre est la représentation féminine d'au moins 25% dans les administrations locales. Les dix-huit associations d'usagers de l'eau que le projet aidera à implémenter auront une représentation féminine d'au moins 45%. Enfin, l'équipe du projet a prévu de recruter une consultante experte du genre afin de suivre l'évolution des objectifs fixés. Ce dernier point est rarement exploité dans les divers projets évalués. La mise en place de ressources humaines et financières adéquates assurant le *gender mainstreaming* lors du processus de suivi des projets fait encore cruellement défaut au sein de la Banque.

CHAPITRE 4 : RECOMMANDATIONS

Une analyse du genre plus approfondie

De manière générale, la stratégie de la BAD est assez claire en ce qui a trait aux liens entre l'importance de l'égalité des sexes et la croissance économique. La nouvelle stratégie de dix ans de la Banque pour la période 2013-2022 articule clairement le lien entre l'égalité des sexes et la croissance inclusive, et confère à l'égalité des sexes un domaine d'importance particulière.⁷² Ceci doit maintenant être traduit et rendu opérationnel à tous les niveaux.

Cela passe notamment par une analyse de genre plus approfondie, nécessaire à tous les niveaux, dans chaque pays membre régional et dans chaque secteur d'activité. Les lignes directrices pour la production de stratégies nationales devraient préciser qu'une analyse de la pauvreté sensible au genre/ ou un profil genre d'un pays doit être une condition *sine qua non*. Celle-ci devrait comprendre l'identification d'inégalités entre les sexes dans chaque pays, et par rapport à chaque secteur, plus spécialement ceux qui sont d'une importance particulière pour la mission de la Banque. Une telle analyse devrait couvrir les principales différences entre les situations des femmes et des hommes, notamment en matière d'accès et contrôle sur les ressources. Elle devrait également faire état des principaux obstacles à l'égalité que rencontrent les femmes. En ce qui concerne l'atteinte de résultats satisfaisants, les différents rôles, capacités et vulnérabilités des femmes et des hommes doivent être mieux analysés et compris. Une meilleure compréhension devrait alors permettre la conception de meilleurs documents de stratégies pays (DSP) et une meilleure conception de opérations, et donc des activités et indicateurs mieux pensés. Partout où les femmes et les filles sont diagnostiquées comme

⁷² Groupe de la Banque Africaine de Développement : Stratégie de la BAD, Domaines d'intérêt particulier [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/about-us/afdb-strategy/areas-of-special-emphasis/> (page consultée le 19 juin 2013)

défavorisées, elles devraient être prioritaires. En conséquence, des mesures visant à surmonter les obstacles auxquels elles sont confrontées devraient être implémentées afin de permettre une plus grande égalité des sexes.

Une clarification conceptuelle

Le rapport 2012 de la Banque Mondiale sur l'Égalité du genre et le Développement définit l'égalité des sexes comme suit :

« Le genre renvoie aux attributs sociaux, comportementaux et culturels, les attentes et les normes associés au fait d'être une femme ou un homme. L'égalité des sexes fait référence à la façon dont ces aspects déterminent la façon dont les femmes et les hommes sont liés les uns aux autres, et aux différences de pouvoir qui en résultent entre eux. »⁷³

La BAD devrait envisager d'améliorer ses indicateurs en matière d'égalité entre les sexes et de développer par exemple des indicateurs pertinents pour chaque secteur. Pour ce faire, il faudrait une analyse de genre pour chaque secteur, à savoir l'identification des principaux écarts entre les sexes en Afrique pour chacun des cinq secteurs opérationnels. C'est une tâche qui doit être effectuée par des spécialistes des ministères de genre. Clarifier l'intention stratégique globale de la BAD permettrait de créer un environnement équitable pour les hommes et les femmes en matière de développement.

Mener des études préliminaires sur le terrain

Une fois les indicateurs définis, des bases de données correspondantes doivent être réalisées autour de chacun des indicateurs, par rapport auxquels les progrès pourront ensuite être mesurés.

⁷³ World Bank: Gender Equality and Development Report 2012 [en ligne] <http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936222006/Complete-Report.pdf> (page consultée le 19 juin 2013), traduction libre

Mener des études spécifiques au genre tout au long du cycle du projet

Ces études de genre devraient être menées par des consultants indépendants (plutôt que le gestionnaire du projet) et devraient aller plus en profondeur qu'un simple rapport d'évaluation. Chaque secteur pourrait choisir deux ou trois projets à suivre tout au long du cycle du projet.

Rendre compte des résultats

Les gestionnaires de projet et la direction devraient être tenus responsables de l'atteinte des résultats en matière d'égalité entre les sexes. Cela devrait se faire en conformité avec les indicateurs de rendement établis dans l'actuel Cadre de Gestion des Résultats, qui fait du *gender mainstreaming* une des six catégories de performance.

Soutenir à long terme les capacités institutionnelles nationales

Il est important que la Banque soutienne la capacité institutionnelle nécessaire pour assurer la mise en œuvre à long terme des activités liées à l'égalité des sexes. Pour ce faire, les budgets en cours sont également nécessaires. Les opérations de la BAD doivent être fermement ancrées dans les stratégies et politiques nationales de genre.

Exercice d'un plus grand leadership par les autorités de la Banque

Une directive devrait être implémentée par la direction pour informer le personnel et la direction sur les différents instruments mis au point pour l'intégration du genre dans les opérations de la Banque. La directive devrait également définir clairement les rôles et responsabilités du personnel et de la direction à la fois au siège et dans les bureaux extérieurs. Le rapport annuel

devrait inclure la performance en matière d'intégration du genre. Ceci enverrait un message clair qui contribuerait à rendre l'égalité de genre la tâche de chacun.

Produire plus d'outils de promotion du genre

La division du Genre devrait promouvoir et consolider la production de documents d'orientation et des données statistiques pour une meilleure articulation des objectifs de la Banque en matière d'égalité de genre. Une attention particulière devrait être accordée à la production et la diffusion de matériel de savoir afin de faciliter une meilleure compréhension et application du concept de *gender mainstreaming* au sein des opérations de la Banque. Enfin, la Banque devrait élaborer des stratégies pour améliorer son matériel de promotion et de sensibilisation interne et externe sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique.

Accroître les ressources humaines

Les experts en genre sont de plus en plus amenés à jouer un grand rôle dans les opérations de la Banque. En 2012, on en dénombrait dix au sein des départements sectoriels. En plus de leur travail quotidien, ils sont appelés à exercer des tâches de gestion et d'évaluation durant la mise en œuvre de projets. Vu le nombre de projets annuels produits par les cinq départements évalués, il va sans dire que les experts en genre de la BAD sont sous-représentés. Ceci explique notamment pourquoi sur les 70 projets soumis à une revue d'aptitude pour les années 2011 et 2012, seuls 48 d'entre eux furent revus par les experts en genre, un chiffre somme toute assez faible. Dans les années à venir, il leur sera demandé davantage. La clé ici est un recrutement optimal d'experts en genre, qui ne soient pas uniquement de sexe féminin comme c'est largement le cas à l'heure actuelle, afin d'engager plus efficacement un *gender mainstreaming* qui aurait un plus grand impact au sein des opérations de la BAD.

CONCLUSION

Notre mémoire visait à effectuer une évaluation critique du *gender mainstreaming* au niveau de la conception des projets dans les cinq départements opérationnels de la BAD, première banque multilatérale de développement en Afrique. Notre choix d'étude s'est porté sur la BAD car en sa qualité de principale agence de développement auprès des pays africains, la BAD joue un rôle important dans la promotion de l'égalité des sexes sur le continent africain. Elle jouit donc d'un immense pouvoir en matière de pression sur ses pays membres.

De manière générale, le Plan d'Action du Genre (PAIG) révisé de la BAD pour la période 2009-2011 est très pertinent. Comme nous l'avons vu, celui-ci mettait l'accent sur trois domaines principaux d'intervention⁷⁴ :

- 1) L'investissement dans des activités visant à la promotion de l'autonomisation économique des femmes dans tous les secteurs opérationnels de la Banque, à savoir l'agriculture, le développement humain, le transport, la gouvernance ainsi que l'eau et assainissement.
- 2) La construction d'une capacité institutionnelle et de création de savoir
- 3) La promotion d'une réforme de gouvernance politique visant à renforcer le *gender mainstreaming* au sein des pays membres régionaux de la Banque.

Toutefois, l'approche globale du PAIG, ses objectifs trop ambitieux et l'absence d'une orientation stratégique claire résultent bien souvent en une implémentation ni systématique ni coordonnée du *gender mainstreaming* dans les opérations sectorielles de la BAD.

⁷⁴ *ibid*, p.5

Malgré les faiblesses mentionnées, telles que l'absence d'une analyse détaillée du genre par secteur, le manque de mécanismes institutionnels de reddition de comptes ou encore l'insuffisance de ressources humaines et financières allouées au *gender mainstreaming*, la BAD a tout de même déployé des efforts considérables pour respecter ses engagements pris dans le PAIG. Ceci s'illustre notamment par les résultats prometteurs pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au travers des activités menés par la Banque dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et du développement humain. Les bonnes pratiques et les leçons tirées de ces opérations ne peuvent que faire avancer l'intégration du genre dans les autres secteurs de la Banque.

Notre évaluation a montré des faiblesses au sein des départements des transports et de l'énergie, deux secteurs clé pouvant faire progresser l'autonomisation économique des femmes en Afrique. Plus particulièrement, le secteur de l'énergie agit bien en-deçà de ses capacités. Une analyse plus approfondie du genre est nécessaire pour mieux comprendre la dynamique des occasions manquées dans ce domaine. Pour ce qui est du secteur du transport, le PAIG promet d'améliorer l'accès à des moyens de transport abordables. Bien que d'importants investissements en infrastructure aient été réalisés par des projets de transport qui ont permis aux femmes d'accéder à des services clé qui contribuent à améliorer leurs moyens de subsistance, il n'en demeure pas moins que les objectifs fixés n'ont pas tous été remplis. Les défis du *gender mainstreaming* dans les projets d'infrastructure à grande échelle demeurent un enjeu important.

Une des mesures primordiales prises par la Banque sous le PAIG fut les efforts mis en place pour institutionnaliser une perspective de genre dans les procédures opérationnelles, les outils et les pratiques de la Banque. Parmi les avancées clé reposent le développement de la dimension de genre dans les revues d'aptitude, l'intégration du genre dans la révision du manuel d'exploitation,

et le positionnement de la division du Genre et du développement social au sein d'un complexe stratégique qui dispose d'un mandat de surveillance. Si ces mesures continuent à être appliquées correctement, nul doute qu'elles porteront très bientôt des fruits.

Le *gender mainstreaming* ne peut s'appliquer sans s'appuyer sur les mécanismes, procédures et systèmes mis en place par la BAD. Toutefois, engager plus efficacement les gestionnaires de projets et autres professionnels ne peut être qu'un moyen très efficace de sensibilisation et de renforcement de capacité. Le travail de collaboration entre les équipes de travail et les comités du personnel regroupant des chefs de projet et des experts en genre pour la préparation de certaines activités liées au genre, s'est avéré efficace et productif. Le renforcement et la création d'alliances ainsi que la collaboration et la consolidation de réseaux internes, peuvent augmenter le nombre de partisans et de défenseurs du *gender mainstreaming* à l'extérieur du réseau d'experts en la matière. Le renforcement de partenariats avec des acteurs clés ne fera qu'accroître les succès en matière de mobilisation de ressources et partage d'expériences réussies pour un *gender mainstreaming* plus poussé au sein des opérations de la BAD.

Bibliographie:

African Development Bank Group (2012). Quality Assurance and Results Department (ORQR), Gender and Social Development Monitoring Division (ORQR4). *The Gender Dimension of Quality-at-Entry Standards for Public Sector Investment Operations. Supplementary Guidance Note*

African Development Bank, Gender Plan of Action Mid-term Review, 2006, p 6

African Development Bank, Gender Equality and Women's Empowerment: an Updated Gender Plan of Action (UGPOA) 2009-2011 [en ligne]

[http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Gender%20Equality%20and%20Women%E2%80%99s%20Empowerment%20an%20Updated%20Gender%20Plan%20Of%20Action%20\(UGPOA\)%202009-2011%20EN.pdf](http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Gender%20Equality%20and%20Women%E2%80%99s%20Empowerment%20an%20Updated%20Gender%20Plan%20Of%20Action%20(UGPOA)%202009-2011%20EN.pdf)

(page consultée le 30 mai 2013)

Andersen, C (1992). Practical Guidelines. Gender and Development: A Practical Guide. Edited by L stergaard. London, Routledge.

Banque Africaine de Développement : Memorandum : PROPOSITION VISANT L'OCTROI D'UN DON DE 21,02 MILLIONS D'UC PROVENANT DES RESSOURCES DU GAFSP ET D'UN PRET FAD DE 9,34 MILLIONS D'UC DESTINES A FINANCER LE PROJET DE MOBILISATION DES EAUX POUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES REGIONS DE MARADI, TAHOUA et ZINDER (PMERSA-MTZ), p.9

Beveridge, F, S Nott and K Stephen (2000) Mainstreaming and the Engendering of Policy Making: A Means to an End? *Journal of European Public Policy* 7(3)

Boserup, E (1970). *Women's Role in Economic Development*. London, Allen & Unwin.

CIDA (2008). *Evaluation of CIDA's Implementation of Its Policy on Gender Equality: Final Report and Synthesis*. Evaluation Division. Gatineau

Chant, S (2000). From 'Women-blind' to 'Man-kind': Should Men have More Space in Gender and Development. *IDS Bulletin*. 31(2)

Council of Europe (1998) *Gender Mainstreaming: Conceptual Framework, Methodology and Presentation of Good Practices*. Final Report of the Activities of the Group of Specialists on Mainstreaming. Strasbourg, Council of Europe.

DFID (2006). *Evaluation of The Integration of Gender in EC Development Co-operation with Third Countries*. Brussels.

Goetz, A M (1995). Institutionalising Women's Interests and Accountability to Women in Development. *IDS bulletin* 26(3): 1-10.

Groupe de la Banque Africaine de Développement : Historique [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/about-us/history/> (page consultée le 29 mai 2013)

Groupe de la Banque Africaine de Développement : Mission et Objectif [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/about-us/mission-objective/> (page consultée le 29 mai 2013)

Groupe de la Banque Africaine de Développement. Thèmes et secteurs : Le département de l'eau et de l'assainissement (OWAS) [en ligne] <http://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/sectors/water-supply-sanitation/water-sanitation-department-owas/> (page consultée le 18 juin 2013)

Hafner, J and Brouwers, R (2003). Mainstreaming Gender in the European Union: Getting the Incentives Right. *Comparative European Politics*. Vol.7:114-138

Jaquette, J and K Staudt (2006). Women, Gender and Development. Women and Gender Equity in Development Theory and Practice: Institutions, Resources and Mobilisation. Edited by J Jaquette and G Summerfield. Duke, Duke University Press

Miller, C and S Razavi (1998). Missionaries and Mandarins: Feminist Engagement with Development Institutions. London, UNRISD.

Moser, C and A Moser (2005). Gender Mainstreaming Since Beijing: A Review of Success and Limitations in International Institutions. *Gender and Development: Mainstreaming - A critical review* 13(2): 11-22.

Ostergaard, L (1992a). Gender. *Gender and Development: A Practical Guide*. Edited by L Ostergaard. London, Routledge.

Picciotto, R. (2002). The Logic of Mainstreaming: A Development Evaluation Perspective. *Evaluation*. Vol.8 (3):322-339

Rahman, A (1999). Micro-Lending for Equitable and Sustainable Development: Who Pays? *World Development* 27(1).

Rathgeber, E (1990). WID, WAD, GAD: Trends in Research and Practice. International Development Research Centre. Ottawa

Razavi, S and C Miller (1995a). From WID to GAD: Conceptual Shifts in the Women and Development Discourse. UNRISD Occasional Paper No.1. New York, United Nations Publications.

Staudt, K.A. (1981). Bureaucratic Resistance to Women's Progress: The Case of Women in Development. Monograph for the 76th Annual Meeting of the American Sociological Association. Toronto.

Woodward, A (2001). *European Gender Mainstreaming: Promises and Pitfalls of Transformative Policy*. Brussels, Free University of Brussels.

World Bank (2007). *Gender Equality as Smart Economics: A World Bank Group Gender Action Plan*. Washington DC.

Young, K (1993). *Planning Development with Women: Making a World of Difference*. London, Macmillan.

ANNEXE 1: LISTE DES PROJETS 2011

Country/Region	ADB/ADF	FS	Region	Project/Program Title	Sector/Sub-sector(s)	Processing Division	Gender Dimension
Gabon	ADB		ORCE	Projet D'appui à La Réhabilitation Des Infra	Agriculture	OSAN	5
Tunisia	ADB		ORNA	ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU	Eau et Assainissement	OWAS	4
Tunisia	ADB		ORNA	Programme d'amélioration de la qualité des	Eau et Assainissement	OWAS	2
Morocco	ADB		ORNB	Programme d'appui au développement des	Governance	OSGE	
Swaziland	ADB		ORSA	Economic Competitiveness And Adjustment	Governance	OSGE	
South Africa	ADB		ORSA	Eskom's Renewable Energy Projects	Power	ONEC	4
Egypt	ADB		ORNA	Green Economy Development Policy Based-	Power	ONEC	
Egypt	ADB		ORNA	South Helwaan 3x650 MW Supercritical Ther	Power	ONEC	2
Morocco	ADB		ORNB	PROJET INTEGRE EOLIEN & ELECTRIFICATION	Power	ONEC	2
Morocco	ADB		ORNB	Rapport d'évaluation du projet de centrale s	Power	ONEC	
Tunisia	ADB		ORNA	Programme d'Appui à l'Inclusion Sociale et	Social	OSHD	4
Egypt	ADB		ORNA	SHARM EL-SHEIKH AIRPORT PROJECT	Transport	OITC	
Tunisia	ADB		ORNA	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIAISON A	Transport	OITC	
Congo DRC	ADF	FS	ORCE	Projet d'Appui au Développement des Infra	Agriculture	OSAN	
chad	ADF	FS	ORCE	Projet d'Infrastructures Rurales, Pastorales	Agriculture	OSAN	3
Congo DRC	ADF	FS	ORCE	Projet d'Appui à la Gouvernance et à la Mod	Governance	OSGE	
Burundi	ADF	FS	OREA	Quatrième Programme D'appui Aux Réform	Governance	OSGE	3
Sierra Leone	ADF	FS	ORWB	ECONOMIC GOVERNANCE REFORM PROGRA	Governance	OSGE	
Togo	ADF	FS	ORWA	PROGRAMME D'APPUI AUX REFORMES ET A	Governance	OSGE	3
Central Af. Rep	ADF	FS	ORCE	Programme d'Appui aux Réformes économi	Governance	OSGE	3
Liberia	ADF	FS	ORWB	Economic Governance And Competitiveness	Governance	OSGE	
Sierra Leone	ADF	FS	ORWB	PUBLIC FINANCIAL MANAGEMENT AND BUSI	Governance	OSGE	
Guinea Bissau	ADF	FS	ORWB	Programme D'appui Aux Réformes Economi	Governance	OSGE	
Guinea	ADF	FS	ORWB	Programme d'Appui aux Réformes Economi	Governance	OSGE	
Zimbabwe	ADF	FS	ORSA	Emergency Power Infrastructure Rehabilitat	Power	ONEC	2
Sierra Leone	ADF	FS	ORWB	Matotoka – Sefadu Road Rehabilitation Proj	Transport	OITC	4
Burundi	ADF	FS	OREA	Aménagement Et Bitumage De La Route Git	Transport	OITC	
Niger	ADF		ORWA	Projet de mobilisation des eaux pour le ren	Agriculture	OSAN	5
Tanzania	ADF		OREA	MARKETS INFRASTRUCTURE, VALUE ADDITIC	Agriculture	OSAN	
Multinational	ADF		REGIONAL	SUPPORT TO AGRICULTURAL RESEARCH FOR	Agriculture	OSAN	4
Uganda	ADF		OREA	Community Agricultural Infrastructure Impr	Agriculture	OSAN	
Malawi	ADF		ORSB	Climate Adaptation for Rural Livelihood and	Agriculture	OSAN	
Rwanda	ADF		OREA	Livestock Infrastructure Support Programme	Agriculture	OSAN	3
Niger	ADF		ORWA	Programme National D'approvisionnement	Eau et Assainissement	OWAS	
Nigeria	ADF		ORWA	Zaria Water Supply and Sanitation Expansio	Eau et Assainissement	OWAS	3
Gambia	ADF		ORWB	Rural Water Supply and Sanitation Project	Eau et Assainissement	OWAS	4
Uganda	ADF		OREA	Water Supply and Sanitation Programme (W	Eau et Assainissement	OWAS	
Senegal	ADF		ORWB	Programme d'appui aux réformes économi	Governance	OSGE	
Niger	ADF		ORWA	Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressou	Governance	OSGE	
Mali	ADF		ORWB	DEUXIÈME PROGRAMME D'APPUI À LA STRA	Governance	OSGE	
Gambia	ADF		ORWB	Institutional Support Project for Economic a	Governance	OSGE	
Burkina Faso	ADF		ORWA	Programme d'Appui à la Stratégie de Croiss	Governance	OSGE	
Tanzania	ADF		OREA	Governance and Economic Competitiveness	Governance	OSGE	
Cape Verde	ADF		ORWB	PROGRAMME D'APPUI À LA GESTION DES FIN	Governance	OSGE	
Mozambique	ADF		ORSB	Inclusive Growth And Public Sector Efficienc	Governance	OSGE	
Cameroon	ADF		ORCE	PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DU C	Governance	OSGE	4
Ghana	ADF		ORWA	Poverty Reduction and Business Environme	Governance	OSGE	
Rwanda	ADF		OREA	Poverty Reduction Strategy Support Program	Governance	OSGE	
Zambia	ADF		ORSB	Itezhi-Tezhi Hydro Power & Transmission Li	Power	ONEC	2
Multinational	ADF		REGIONAL	Projet d'interconnexion des réseaux Electri	Power	ONEC	2
Cameroon	ADF		ORCE	AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM	Power	ONEC	
Kenya	ADF		OREA	Menengai Geothermal Development Project	Power	ONEC	
Cape Verde	ADF		ORWB	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DE	Power	ONEC	3
Multinational	ADF		REGIONAL	Ethiopia and Kenya Power Systems Intercon	Power	ONEC	
Mali	ADF		ORWB	Projet d'appui au Pôle Technologique Techr	Social	OSHD	
Eritrea	ADF		OREB	Support to Technical Vocational Education a	Social	OSHD	5
Malawi	ADF		ORSB	Support to Higher Education, Science and Te	Social	OSHD	4
Multinational	ADF		REGIONAL	MULTINATIONAL: AFRICAN VIRTUAL UNIVER	Social	OSHD	3
Uganda	ADF		OREA	Improvement Of Health Services Delivery A	Social	OSHD	4
Tanzania	ADF		OREA	Alternative Learning and Skills Developmen	Social	OSHD	
Malawi	ADF		ORSB	Support Project for Competitiveness and Jo	Social	OSHD	5
Multinational	ADF		REGIONAL	Building Statistical Capacity For MDG Monit	Statistics	ESTA	2
TANZANIA	ADF		OREA	ROAD SECTOR SUPPORT PROJECT II	Transport	OITC	5
Multinational	ADF		REGIONAL	KAZUNGULA BRIDGE PROJECT	Transport	OITC	3
Multinational	ADF		REGIONAL	PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE LO	Transport	OITC	3
Multinational	ADF		REGIONAL	CONSTRUCTION OF THE TRANS-GAMBIA BRI	Transport	OITC	3
Multinational	ADF		REGIONAL	ROAD CORRIDOR PROJECT PHASE III	Transport	OITC	
ETHIOPIA	ADF		OREB	BEDELE – METU ROAD UPGRADING PROJECT	Transport	OITC	

ANNEXE 2: LISTE DES PROJETS 2012

Sap Code	Country	Project Name	Sector	Gen
P-AO-AAF-002	Angola	FISHERIES SECTOR SUPPORT PROJECT	Agriculture	3
P-CI-AA0-019	Côte D'Ivoire	PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES AGRICOLES INDENIE-DJUBALIN (PAIA-ID)	Agriculture	4
P-LR-A00-003	Liberia	SMALLHOLDER AGRICULTURAL PRODUCTIVITY ENHANCEMENT AND COMMERCIALIZATION (SAPEC)	Agriculture	5
P-MA-A00-002	Morocco	PROGRAMME D'APPUI AU PLAN MAROC VERT (PAPMV)	Agriculture	
P-Z1-AA0-107	Multinational	DROUGHT RESILIENCE AND SUSTAINABLE LIVELIHOODS IN THE HORN OF AFRICA	Agriculture	4
P-TN-AA0-011	Tunisia	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DU NORD DE GAFSA	Agriculture	5
P-GH-A00-015	Ghana	RURAL ENTERPRISES PROJECT III	Agriculture	3
P-MZ-AZ0-003	Mozambique	BAIXO LIMPOPO IRRIGATION & CLIMATE RESILIENCE PROJECT	Agriculture	4
P-MZ-CZ0-001	Mozambique	SUSTAINABLE LAND & WATER RES. MGT PROJECT (SLWRMP) PPCR	Agriculture	3
P-NE-CZ0-001	Niger	PPCR-NIGER- PROJET DE DEVLEOPPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA PROSPECTIVE CLIMATIQUES-PDIPC	Agriculture	4
P-NE-CZ0-004	Niger	PPCR-NIGER PROJET DE MOBILISATION ET DE VALORISATION DES RESSOURCES EN EAU-PROMOVARE	Agriculture	4
P-Z1-HZ0-003	Multinational	THE EAST AFRICAN COMMUNITY (EAC) - PAYMENTS AND SETTLEMENT SYSTEMS INTEGRATION PROJECT (EAC - PSSIP)	Multi-Sector	
P-BJ-KA0-014	Benin	PROGRAMME D'APPUI AUX REFORMES ECONOMIQUES ET FINANCIERES- PAREF	Multi-Sector	
P-BI-K00-009	Burundi	PROGRAMME D'APPUI AUX REFORMES ECONOMIQUES (PARE V)	Multi-Sector	1
P-KM-K00-003	Comoros	PROGRAMME D'APPUI AUX REFORMES DU SECTEUR DE L'ENERGIE ET A LA GOUVERNANCE FINANCIERE (PARSEGF)	Multi-Sector	
P-ET-K00-011	Ethiopia	ETHIOPIA PROMOTING BASIC SERVICES PROGRAMME (PBS III)	Multi-Sector	
P-GM-K00-008	Gambia	ECONOMIC AND FINANCIAL GOVERNANCE BUDGET SUPPORT	Multi-Sector	
P-GH-KF0-001	Ghana	GHANA INSTITUTIONAL SUPPORT PROGRAM TO OVERSIGHT AND PRIVATE SECTOR DEVELOPMENT INSTITUTIONS (GISP)	Multi-Sector	
P-LR-K00-013	Liberia	INSTITUTIONAL SUPPORT FOR THE INTEGRATED PUBLIC FINANCIAL MANAGEMENT REFORM PROJECT (IPFMRP)	Multi-Sector	
P-MW-KA0-002	Malawi	RESTORATION OF FISCAL STABILITY AND SOCIAL PROTECTION	Multi-Sector	
P-MA-K00-010	Morocco	PROGRAMME D'APPUI A LA REVITALISATION DE LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE PHASE I (PARGEF I)	Multi-Sector	
P-NE-KA0-008	Niger	PROGRAMME D'APPUI A LACROISSANCE INCLUSIVE ET AU RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	Multi-Sector	
P-NG-K00-005	Nigeria	TRANSPORT SECTOR AND ECONOMIC GOVERNANCE REFORM PROGRAM	Multi-Sector	3
P-RW-K00-012	Rwanda	POVERTY REDUCTION SUPPORT PROGRAM PHASE V	Multi-Sector	
P-ST-K00-009	Sao Tome	PROJET D APPUI A LA GESTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	Multi-Sector	2
P-SN-KA0-008	Senegal	PROJET D'APPUI À LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ AU SÉNÉGAL (PAPSP)	Multi-Sector	4
P-Z1-K00-034	Multinational	PROJET D APPUI AU RENFORCEMENT DE CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA CEEAC	Multi-Sector	3
P-ZW-KF0-002	Zimbabwe	CAPACITY BUILDING PROJECT FOR PUBLIC FINANCE AND ECONOMIC MANAGEMENT	Multi-Sector	2
P-CG-FA0-001	Congo CG	PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE	Power	2
P-EG-IZ0-001	Egypt	GOVERNANCE AND SOCIAL INCLUSION REFORMS PROGRAM	Social	5
P-GH-IAE-001	Ghana	DEVELOPMENT OF SKILLS FOR INDUSTRY PROJECT (DSIP)	Social	
P-KE-IAD-001	Kenya	SUPPORT TO HIGHER EDUCATION SCIENCE AND TECHNOLOGY TO ENHANCE QUALITY - HEST PROJECT	Social	4
P-Z1-IAZ-007	Multinational	MANAGING FOR DEVELOPMENT RESULTS PROJECT (MFDR)	Social	5
P-Z1-IAD-010	Multinational	PAN AFRICAN UNIVERSITY SUPPORT PROJECT	Social	3
P-TN-IZ0-006	Tunisia	PROJET D'APPUI À LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET AU DEVELOPPEMENT INCLUSIF	Social	
P-UG-IAD-001	Uganda	HIGHER EDUCATION SCIENCE AND TECHNOLOGY (HEST) PROJECT	Social	5
P-MW-DB0-012	Malawi	MALAWI: MZUZU-NKHATABAY ROAD REHABILITATION PROJECT	Transport	5
P-Z1-DB0-100	Multinational	MULTI - NACALA TRANSPORT CORRIDOR PHASE-III (MOZAMBIQUE)	Transport	4
P-Z1-DB0-074/P-Z1-DB0-075	Multinational	MULTINATIONAL: EAST AFRICA:ARUSHA-VOI (TANZANIA)	Transport	3
P-Z1-DB0-073/P-Z1-DB0-099	Multinational	PROJET D'AMMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE ROUTES MUGINA-MABANDA-NYANZA-LAC	Transport	
P-Z1-DB0-085	Multinational	PROJET DE REHABILITATION DE ROUTE ET DE FACILITATION DES TRANSPORTS SUR LE CORRIDOR LOME-OUAGADOUGOU	Transport	5
P-CD-DB0-002	Dem Rep Congo	PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE BATSHAMBA-TSHIKAPA – LOT 2	Transport	
P-UG-DB0-021	Uganda	ROAD SECTOR SUPPORT PROJECT 4	Transport	5
P-DJ-E00-003	Djibouti	AEPA EN MILIEU RURAL ET SEMI-URBAIN	Water Sup/Sanit	
P-MA-E00-009	Morocco	APPROVISIONNEMENT EN EAU DE LA REGION DE MARRAKECH	Water Sup/Sanit	
P-MR-EAZ-006	Mauritania	PROGRAMME D'AEPA ET PETITE IRRIGATION	Water Sup/Sanit	5
P-CF-E00-005	Centrafrique	1ER SOUS-PROGRAMME SECTORIEL AEPA DE BANGUI ET 4 PREFECTURES	Water Sup/Sanit	5
P-SL-E00-003	Sierra Leone	RURAL WATER SUPPLY & SANITATION PROJECT	Water Sup/Sanit	4
P-TZ-E00-007	Tanzania	ZANZIBAR URBAN WATER SUPPLY & SANITATION	Water Sup/Sanit	6
P-TD-E00-003	Chad	PROJET AEPA CENTRES SECONDAIRES ET ZONES RRALES ENVIRONNANTES	Water Sup/Sanit	5
P-ZW-E00-003	Zimbabwe	URGENT WATER SUPPLY AND SANITATION REHABILITATION PHASE 2	Water Sup/Sanit	4